



COMPTE ADMINISTRATIF

2018

BUDGET EAU

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : Compte Administratif 2018 - Budget Annexe Eau

Date de transmission de l'acte : 01/07/2019

Date de réception de l'accusé de réception : 01/07/2019

Numéro de l'acte : 21 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 018-241800507-20190624-21-BF

Date de décision : 24/06/2019

Acte transmis par : Florence PERRIN

Nature de l'acte : Documents budgétaires et financiers

Matière de l'acte : 7. Finances locales
7.1. Decisions budgetaires
7.1.2. décisions budgétaires

	REPUBLIQUE FRANCAISE				
	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BOURGES				
	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE				
SEANCE DU 24 JUN 2019 à 18 HEURES 15					
Salle du Conseil Municipal de la Mairie de Bourges					
Nombre de membres en exercice	Présents	Excusés	Absents	Date de la convocation	Date d'affichage de la convocation
66	46	1	4	17 juin 2019	17 juin 2019

Présents : Pascal BLANC, Daniel BEZARD, Marie-Christine BAUDOUIN, Gérard SANTOSUOSSO, Yvon BEUCHON, Patrick BARNIER, Bernadette GOIN, Corinne SUPLIE, Rodolphe BESTAZZONI, Robert HUCHINS, Denis POYET, Bernard BILLOT, Alain MAZÉ, Catherine VIAU, Annie JACQUET, Véronique FENOLL, Philippe MERCIER, Jean-Louis SALAK, Nathalie BONNEFOY, Benoît CHALON, Philippe MOUSNY, Marie-Odile SVABEK, Pierre-Antoine GUINOT, Danielle SERRE, Annie MORDANT, Frédéric CHARPAGNE, Christelle PRENOIS, Eric MESEGUER, Irène FELIX, Gérald FRAGNIER, Agnès SINSOULIER, Kevin GUEGUEN, Lylia LASNIER, Sophie VANNIEUWENHUYZE, Denise LANCELOT, Patrick GEORGES, Janine AUCLERT-BOURNIQUET, Magali BESSARD, Jean-Michel DAMIEN, Nicole HUBERT, Françoise CAMPAGNE, Olivier ALLEZARD, Emmanuel DUMARCAY, Olivier PERRIN, Rémy CORBION, Roland GOGUERY

Excusé : Bruno CASSAN

Absents : Daniel GRAVELET, Catherine PELLERIN, Yannick BEDIN, Joël CROTTÉ

Pouvoirs :

Marcella MICHEL donne pouvoir à Sophie VANNIEUWENHUYZE
 Martial REBEYROL donne pouvoir à Danielle SERRE
 Bénédicte BERGERAULT donne pouvoir à Lylia LASNIER
 Audrey SITTLER donne pouvoir à Véronique FENOLL
 Marie-Hélène BIGUIER donne pouvoir à Magali BESSARD
 Hugo LEFELLE donne pouvoir à Agnès SINSOULIER
 Pascal TINAT donne pouvoir à Philippe MERCIER
 Valérie CHEVALIER donne pouvoir à Yvon BEUCHON
 Elisabeth MATHIEU donne pouvoir à Nicole HUBERT
 Bruno MEUNIER donne pouvoir à Jean-Louis SALAK
 Béatrice GUILLAUMIN donne pouvoir à Patrick BARNIER
 Paulette PIETU donne pouvoir à Olivier ALLEZARD
 Mireille GARON donne pouvoir à Françoise CAMPAGNE
 Jean-Pierre DOHOLLOU donne pouvoir à Irène FELIX
 Nadine MOREAU donne pouvoir à Roland GOGUERY

M. Kevin GUEGUEN et M. Emmanuel DUMARCAY sont désignés secrétaires de séance

Domaine : 7.1.2 Décisions budgétaires

- 21 -

Compte Administratif 2018 - Budget Annexe Eau

Conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire élit un Président spécifique de séance.

M. Daniel BEZARD, 1^{er} Vice-Président, est élu Président de séance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu la note de présentation des comptes administratifs 2018 annexée ;

Vu l'avis favorable de la Commission Économie, Finances, Prospective, Contractualisation, Promotion du Tourisme du 12 juin 2019 ;

Considérant que le Compte Administratif 2018 du Budget Annexe Eau s'établit comme suit :

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
Recettes 2018 (a)	5 528 345,55	Recettes 2018 (d)	11 587 656,74
Dépenses 2018 (b)	6 241 538,11	Dépenses 2018 (e)	8 830 920,73
Solde d'exécution 2018 (a-b)	- 713 192,56	Résultat exercice 2018 (d-e)	2 756 736,01
Solde d'exécution 2017 reporté (c)	- 2 032 563,00	Résultat exercice 2017 reporté (f)	1 901 287,99
Solde de clôture (a-b+c) = A	- 2 745 755,56	Résultat de clôture 2018 (d-e+f)	4 658 024,00

RESTES A REALISER		SYNTHESE	
Restes à réaliser recettes (g)	27 621,30	Résultat de fonct. clôture 2018	4 658 024,00
Restes à réaliser dépenses (h)	565 697,42	Solde d'invnt de clôture 2018	-2 745 755,56
Solde restes à réaliser (g-h)		Fonds de roulement avant RAR	1 912 268,44
= B	- 538 076,12	Solde des RAR	- 538 076,12
Solde de Clôture après RAR =		Fonds de roulement après RAR	1 374 192,32
A+B	- 3 283 831,68		

Après prise en compte des résultats antérieurs et des restes à réaliser :

- le résultat de clôture de la section de fonctionnement présente un excédent de 4 658 024,00 €.
- le solde de clôture en investissement est déficitaire de - 3 283 831,68 €

Monsieur Gérard SANTOSUOSSO rapporteur entendu,

Conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Pascal BLANC sort de la salle et M. Daniel BEZARD fait procéder au vote.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré,

DECIDE
par 53 voix « pour » et 7 abstentions

- de donner acte de la présentation faite du Compte Administratif 2018 du budget annexe Eau ;
- d'arrêter les résultats tels qu'ils sont établis dans les documents budgétaires précités ;
- de reconnaître la sincérité des restes à réaliser pour ce budget annexe ;
- d'adopter le Compte Administratif 2018 du budget annexe Eau.

étant précisé que M. Pascal BLANC n'a pas pris part au vote.

Acte rendu exécutoire après

Dépôt électronique de la Préfecture le 01 JUIL. 2019
Affichage du 01 JUIL. 2019

Pour le Président et par délégation
La Responsable du Service des Assemblées
Annick GRELAT



Fait à Bourges, le 25 juin 2019



Pour le Président et par délégation,
Le Vice-Président,

Gérard SANTOSUOSSO

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de la transmission au Représentant de l'Etat et de sa publication ou de sa notification.



**NOTE DE PRESENTATION
DES
COMPTES ADMINISTRATIFS
2018**

PRESENTATION DETAILLEE DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2018..... 5

1. Le budget Principal 2018	6
1.1. Détermination des résultats 2018	6
1.1.1. Les mouvements réels.....	6
1.1.2. Les mouvements d'ordre et report à nouveau.....	7
1.1.3. Les restes à réaliser (RAR)	8
1.2. La section de fonctionnement.....	9
1.2.1. Les recettes de fonctionnement	9
1.2.2. Les dépenses de fonctionnement.....	13
1.3. La section d'investissement.....	17
1.3.1. Les recettes d'investissement.....	17
1.3.2. Les dépenses d'investissement.....	18
1.4. Les ratios	22
1.5. La dette	23
2. Les autres budgets à caractère administratif	24
2.1. Le budget Archéologie Préventive.....	24
2.1.1. Détermination des résultats	24
2.1.2. Les recettes de fonctionnement	24
2.1.3. Les dépenses de fonctionnement.....	25
2.2. Le budget Technopole Lahitolle	26
2.2.1. Détermination des résultats	26
2.2.2. La section de fonctionnement.....	26
2.2.3. La section d'investissement.....	27
2.2.4. La dette	27
2.3. Le budget Activités Locatives assujetties à la TVA	28
2.3.1. Détermination des résultats	28
2.3.2. La section de fonctionnement.....	28
2.3.3. La section d'investissement.....	29
2.3.4. La dette	30
3. Les budgets des parcs d'activités en cours d'aménagement	31
3.1. Le budget Parc d'activités de la Voie Romaine	31
3.1.1. Détermination des résultats	31
3.1.2. La section de fonctionnement.....	31
3.1.3. La section d'investissement.....	32
3.2. Le budget Parc d'Activités du Moutet	33
3.2.1. Détermination des résultats	33
3.2.2. La section de fonctionnement.....	33
3.2.3. La section d'investissement.....	34
4. Les budgets à caractère industriels et commerciaux.....	35
4.1. Le budget Eau	35
4.1.1. Détermination des résultats	35
4.1.2. La section de fonctionnement.....	37
4.1.3. La section d'investissement.....	40
4.1.4. La dette	41
4.2. Le budget Assainissement Collectif.....	42
4.2.1. Détermination des résultats	42
4.2.2. La section de fonctionnement.....	44
4.2.3. La section d'investissement.....	45
4.2.4. La dette	47
4.3. Le budget Assainissement Non Collectif	48
4.3.1. Détermination des résultats	48
4.3.2. La section de fonctionnement.....	49
4.3.3. La section d'investissement.....	49

PRESENTATION CONSOLIDEE 2018	50
1. La section de fonctionnement consolidée.....	51
1.1 Les recettes réelles de fonctionnement consolidées.....	51
1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement consolidées.....	52
1.3 Evolution des chapitres de fonctionnement.....	53
2. La section d'investissement consolidée.....	54
2.1 Les dépenses réelles d'investissement consolidées.....	54
2.2 Le financement des dépenses d'investissement.....	55
3. Rétrospective exécution des budgets.....	56
4. Résultats de clôture par budget.....	57
5. La dette consolidée, la trésorerie et les garanties d'emprunt accordées	58
5.1. La dette	58
5.2. Les garanties d'emprunt accordées	60
5.3. La trésorerie.....	60

A la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 janvier de l'année N+1, l'ordonnateur établit le **compte administratif** du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif :

- rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres) ;
- présente les résultats comptables de l'exercice
- est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice (article L 2121-31 du code général des collectivités territoriales).

Le présent rapport est une synthèse détaillée de chaque budget comportant une consolidation en fin de document et constituant une note de présentation commune à l'ensemble des délibérations budgétaires d'approbation des comptes administratifs.

Le DOB pour 2019, avant même la clôture de l'exercice 2018, en présentait les grandes tendances. Ainsi, on retrouvera dans le présent document, certains éléments caractéristiques de la gestion 2018 signalés au début de cette année, à savoir :

- Une réduction sensible de notre épargne brute du budget principal sous le triple effet essentiellement:
 - o De la forte diminution des produits de fiscalité (CVAE, CFE) confirmant l'évolution erratique de ces derniers,
 - o De la dynamique des charges de fonctionnement, principalement en matière d'ordures ménagères qui constituent l'essentiel des dépenses du chapitre des charges à caractère général,
 - o Et du financement du déficit prévisionnel de l'aménagement du Moutet, cette opération devant désormais s'équilibrer par les cessions foncières,
- Une progression de nos dépenses d'investissement, avec un taux d'exécution consolidé qui dépasse 75 % des crédits inscrits,
- En conséquence de ce qui précède, l'arrêt du désendettement entamé il y a quelques années, mais une progression de notre encours de dette consolidée restant très limitée (+ 1,3 %),
- Avec une capacité de désendettement qui se situait à 2,6 années d'épargne brute pour le budget principal lorsque le plafond fixé par l'Etat est de 12 années.

La situation financière de Bourges Plus apparaît ainsi satisfaisante, et nos marges de manœuvre sont conservées. L'exercice 2018 marque une inflexion par rapport aux années précédentes. Les aléas fiscaux et la montée en puissance de notre programme d'investissement, dans un souci de contenir la dette, ont nécessité d'utiliser une grande partie de notre fonds de roulement, ce qui explique, comparativement aux années récentes, la réduction des montants disponibles pour l'exercice 2019, exercice qui bénéficiera du « retour à meilleure fortune » de nos bases fiscales, déjà constaté au BP 2019.

PRESENTATION
DETAILLÉE DES COMPTES
ADMINISTRATIFS
2018

1. Le budget Principal 2018

1.1. Détermination des résultats 2018

Le Compte Administratif de l'exercice 2018 du Budget Principal s'établit comme suit :

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
Recettes 2018 (a)	11 998 545,34	Recettes 2018 (d)	69 119 436,77
Dépenses 2018 (b)	14 080 043,67	Dépenses 2018 (e)	68 521 510,81
Solde d'exécution 2018 (a-b)	-2 081 498,33	Résultat exercice 2018 (d-e)	597 925,96
Solde d'exécution 2017 reporté (c)	-1 356 203,62	Résultat exercice 2017 reporté (f)	7 036 522,49
Solde de clôture (a-b+c) = A	-3 437 701,95	Résultat de clôture 2018 (d-e+f)	7 634 448,45
RESTES A REALISER		SYNTHESE	
	INVT	FONCT	
Restes à réaliser recettes (g)	417 981,05		Résultat de fonct. Clôture 2018
Restes à réaliser dépenses (h)	2 464 944,72	365 066,00	Solde d'invnt de clôture 2018
Solde restes à réaliser (g-h) = B	-2 046 963,67	-365 066,00	Fonds de roulement avant RAR
			Solde des RAR d'investissement
Solde de Clôture après RAR = A+B	-5 484 665,62	7 269 382,45	Fonds de roulement après RAR d'investissement
			Solde des RAR fonctionnement
			Fonds de roulement après RAR
			1 784 716,83

Le résultat 2018 présente un excédent de clôture de 7 634 448,45 € en section de fonctionnement (contre 10 296 883,22 € en 2017).

1.1.1. Les mouvements réels

Le tableau suivant synthétise les principaux agrégats du compte administratif pour 2018 exprimés en mouvements réels :

mvts réels	2017	2018	Var %
Recettes de fonctionnement	69 539 851,29	67 323 233,36	-3,19%
Dépenses de fonctionnement	63 256 434,16	65 104 214,28	2,92%
Autofinancement de l'exercice en €	6 283 417,13	2 219 019,08	-64,68%
Autofinancement en % des recettes	9%	3%	-63,52%
Recettes d'invst hors emprunt et réserves	3 115 584,39	2 327 096,08	-25,31%
Emprunts	0,00	2 490 000,00	
Dépenses d'invst hors dette	8 738 048,18	11 258 310,99	28,84%
Remboursement dette	400 230,89	521 737,27	30,36%
Besoin de financement de l'exercice	6 022 694,68	6 962 952,18	15,61%
Solde de l'exercice	260 722,45	-4 743 933,10	-1919,53%
Résultats antérieurs	8 679 957,15	8 940 679,60	3,00%
Fds de roulement avant RAR	8 940 679,60	4 196 746,50	-53,06%
Solde des restes à réaliser	-2 262 350,86	-2 412 029,67	6,62%
Fds de roulement après RAR	6 678 328,74	1 784 716,83	-73,28%
Encours de dette au 31/12 - €	3 694 208,30	5 662 471,00	53,28%
Encours/épargne brute (nbre années)	0,59	2,55	334,03%
Encours /Recettes fonct hors FNGIR, FPIC et AC	0,05	0,15	185,05%

Les recettes réelles de fonctionnement (hors mouvements d'ordre) s'établissent à 67 323 233,36 € contre 69 539 851,29 € en 2017, soit une baisse de 3,19 %.

Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 2,92 %, passant de 63 256 434,16 € en 2017 à 65 104 214,28 € en 2018.

Il en résulte un excédent réel de fonctionnement 2018 de 2 219 019,08 € contre 6 283 417,13 € en 2017, soit une baisse de près de 65 %.

Hors prise en compte de l'affectation en réserves des résultats antérieurs et emprunt, les recettes d'investissement s'élèvent à 2 327 096,08 € (3 115 584,39 € en 2017). Les dépenses réelles d'investissement atteignent 11 780 048,26 € (9 138 279,07 € en 2017). **Le besoin de financement d'investissement en 2018 de 6 962 952,18 € n'est pas couvert par l'autofinancement réel dégagé sur l'année d'où un solde négatif à hauteur de - 4 743 933,10 €.**

Les évolutions de ces postes seront détaillées ci-dessous.

1.1.2 Les mouvements d'ordre et report à nouveau

Les mouvements d'ordre (amortissements, provisions, écritures de tenue d'actif...) s'équilibrent en dépenses et en recettes de la manière suivante :

○ Opérations d'ordre entre sections :

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	3 417 296,53 € <i>Dt amortissements immobilisations : 3 117 296,43 €</i> <i>Dt provisions pour risque Budget PA du Moutet : 300 000,00 €</i>	1 796 203,41 €
Recettes	1 796 203,41 € <i>Dt amortissement des subventions : 300 253,73 €</i> <i>Dt neutralisation amort. des subventions versées : 472 986,14 €</i> <i>Dt reprise de provisions constituées : 1 022 963,54 €</i>	3 417 296,53 €
TOTAL	5 213 499,94 €	5 213 499,94 €

L'année 2018 a été marquée par une opération d'ordre exceptionnelle. En effet, lors du démarrage de l'opération d'aménagement du parc d'activités du Moutet, il avait été décidé, par prudence, au niveau du budget principal de la Communauté d'Agglomération de constituer progressivement une provision afin de couvrir le déficit prévisionnel estimé à 3 775 000 €.

Au 31/12/2017, le déficit constaté suite à la cession de plus de la moitié des terrains était de 1 022 963,54 €. Sans attendre la fin de l'opération, le Conseil Communautaire par délibération du 25/06/2018 a décidé de reprendre partiellement la provision déjà constituée à hauteur de 1 022 963,54 € (opération d'ordre) et de la transformer en subvention exceptionnelle (opération réelle). Après cette reprise demeurent inscrits en provision 951 k€.

○ Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement :

Il s'agit essentiellement de transformation d'avances versées à l'ANAH en subvention définitive.

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses		503 792,00 €
Recettes		503 792,00 €
TOTAL	0 €	0 €

Le résultat de fonctionnement de clôture après prise en compte du report à nouveau de l'exercice 2017 (7 036 522,49 €) est porté à 7 634 448,45 €. **Le solde d'exécution de clôture en investissement**, après prise en compte du solde excédentaire 2017 (-1 356 203,62 €) est de **- 3 437 701,95 €**.

1.1.3 Les restes à réaliser (RAR)

Les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées et non mandatées au 31 décembre 2018 et aux recettes justifiées non émises à cette date.

○ En section de fonctionnement :

Les restes à réaliser s'élèvent à 365 066 € (dépenses) et correspondent principalement à des subventions engagées mais non encore versées (dont 300 000 € restant à verser à l'Université d'Orléans, le paiement de la subvention attribuée ne pouvant être effectué qu'après la tenue de la réunion du comité opérationnel qui a eu lieu fin 2018).

○ En section d'investissement :

Les restes à réaliser se décomposent comme suit :

- En dépenses : 2 464 944,72 € correspondant à des dépenses d'équipement,
- En recettes : 417 981,05 € correspondant à des recettes de subvention ou de participation aux travaux non encore titrées.

Compte tenu de ces reports de crédits, **le besoin de financement de clôture de la section d'investissement est déficitaire de - 5 484 665,62 €**. C'est ce déficit que le Conseil Communautaire sera invité à couvrir par l'affectation d'une partie du résultat de fonctionnement.

En prenant en compte **le résultat de fonctionnement de clôture au 31/12/2018** (7 634 448,45 €) minoré par le besoin de financement de la section d'investissement après RAR (- 5 484 665,62 €) et des restes à réaliser

en dépenses de fonctionnement (- 365 066 €), le montant **disponible s'établit à 1 784 716.83 €**. Il était de 6 678 328.74 € fin 2017.

1.2. La section de fonctionnement

1.2.1 Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement de l'exercice 2018 comparées à celles de 2017 se répartissent ainsi :

	Rappel CA 2017	CA 2018	Evolution 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
013 Atténuation de charges	403 915,70	461 916,25	14,36%	0,58%	0,69%
70 Produits des services	4 525 327,39	4 570 027,72	0,99%	6,51%	6,79%
73 Impôts et taxes	50 492 010,00	49 314 077,00	-2,33%	72,61%	73,25%
74 Dotations et participations	13 856 145,11	12 855 872,25	-7,22%	19,93%	19,10%
75 Produits de gestion courante	76 867,35	27 193,88	-64,62%	0,11%	0,04%
76 Produits financiers	9 920,94	5 812,82	-41,41%	0,01%	0,01%
77 Produits exceptionnels	175 664,80	88 333,44	-49,71%	0,25%	0,13%
TOTAL	69 539 851,29	67 323 233,36	-3,19%	100,00%	100,00%

a) Atténuations de charges

Il s'agit principalement des recettes liées aux personnels mis à disposition de la faculté de droit ainsi que les remboursements obtenus dans le cadre des absences des agents de la Communauté d'Agglomération.

b) Produits des services

Les principaux postes de ce chapitre sont détaillés ci-après :

- Droits perçus par l'IMEP pour 241 k€,
- Ventes de matériaux issus de la collecte sélective pour 731 k€,
- Refacturations auprès de la Ville de Bourges, de St Germain-du-Puy, du CCAS au titre des services communs, des mises à disposition de personnel et des prestations de services pour 2 018 k€,
- Refacturations aux budgets annexes (1 023 k€) et autres collectivités (SIRDAB, Agglobus, COSC : 456 k€) pour la mise à disposition de personnel et la refacturation de frais divers.

c) Impôts et taxes

Ce chapitre de recettes se décompose comme suit :

en €	CA 2016	CA 2017	CA 2018	Evolution 2018/2017
TH	13 502 652,00	13 605 470,00	13 761 208,00	1,14%
CFE	12 949 968,00	13 273 762,00	12 899 497,00	-2,82%
CVAE	8 479 752,00	9 719 002,00	8 728 038,00	-10,20%
TEOM	10 395 438,00	10 496 119,00	10 670 882,00	1,67%
TASCOM	1 502 871,00	1 826 753,00	1 518 034,00	-16,90%
IFER	961 675,00	991 049,00	999 398,00	0,84%
Autres (rôles supp)	731 840,00	389 460,00	482 349,00	23,85%
TAFNB	158 237,00	159 943,00	191 133,00	19,50%
TFNB	30 292,00	30 452,00	32 269,00	5,97%
TOTAL	48 712 725,00	50 492 010,00	49 282 808,00	-2,39%

En 2018, les produits issus de la fiscalité locale ont diminué de 2,39 % par rapport à 2017, ce qui a conduit la collectivité à voter le budget primitif 2018 en reprenant par anticipation les excédents antérieurs.

Cette baisse de recettes est surtout liée à :

- l'évolution très erratique de la fiscalité économique (-1,3 M€ par rapport à 2017) et en particulier de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

Bourges Plus a un potentiel de fiscalité économique concentré sur un petit nombre de contribuables, ce qui rend la collectivité dépendante par rapport aux variations de base des entreprises « dominantes ».

Le mode de perception de la CVAE ne reflète pas la réalité de l'activité économique d'une année pleine. En effet, les montants perçus en année N correspondent aux sommes collectées en année N-1 par les services fiscaux. Or, les montants collectés par l'Etat en année N-1 correspondent à des acomptes au titre de l'année N-1 mais aussi aux soldes (positifs et négatifs) de l'année N-2... C'est le mécanisme de solde qui amplifie à la hausse, comme à la baisse les variations de produits de la collectivité.

- la baisse des recettes de TASCOM qui est en fait un simple retour à la normale ; l'année 2017 ayant été marquée par une recette exceptionnelle d'environ 300 k€ suite à la mise en place d'un acompte pour cette taxe.

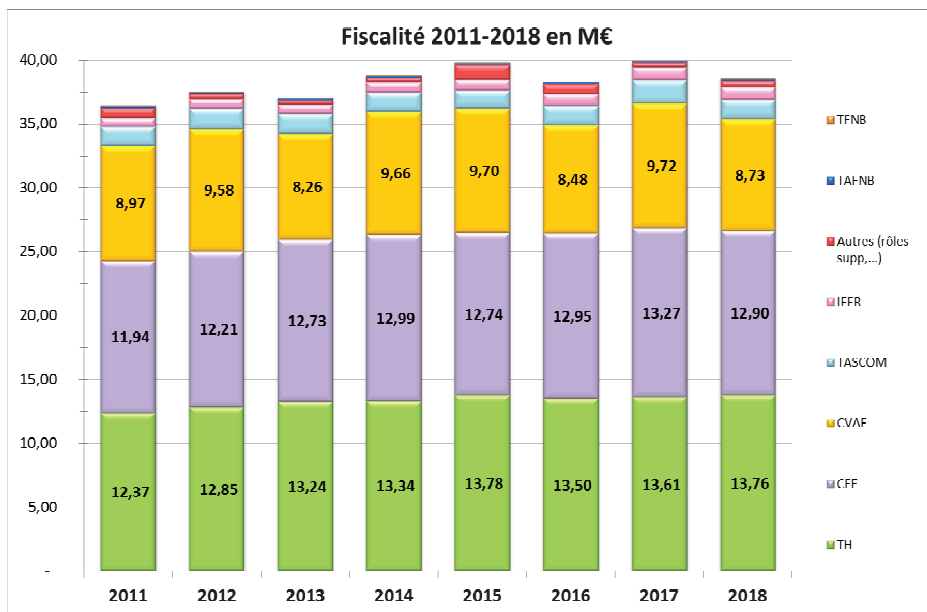
La collectivité n'a pas fait évoluer les taux des différents impôts (CFE, TH et TFNB) depuis 2011. S'agissant de la TEOM, le taux de 8,45% est constant depuis 2014, année qui clôturait la période de convergence des taux entamée en 2010.

Taux d'imposition	2018
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	25,89%
Taxe d'habitation (TH)	9,68%
Taxe foncière propriétés non bâties (TFNB)	1,69%
Taxe foncière propriétés bâties (TFB)	0%
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	8,45%

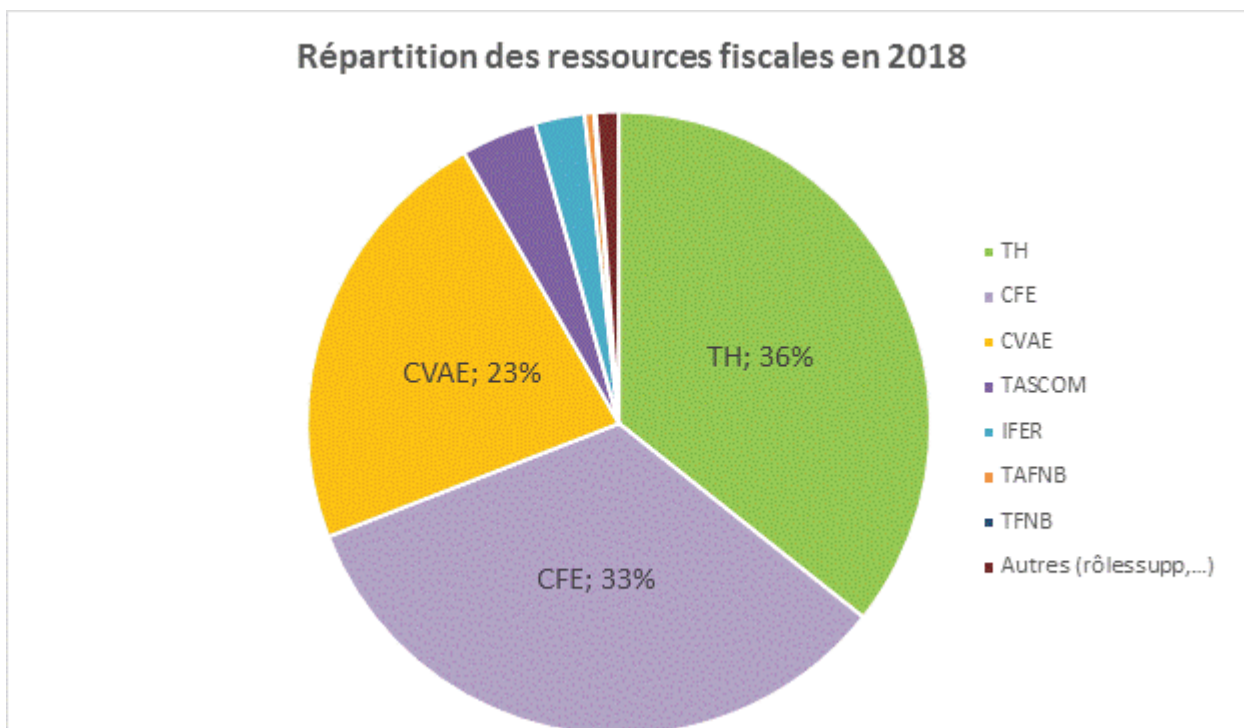
Le tableau suivant permet de comparer les taux de la collectivité avec ceux des principaux groupements de la Région Centre-Val-de-Loire.

Département	Nom du groupement	Taux votés			
		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe sur la cotisation foncière des entreprises (CFE)
18	CA Bourges Plus	9,68	-	1,69	25,89
28	CA Chartres Métropole	9,32	-	1,47	25,95
28	CA Agglo du Pays de Dreux	11,24	1,51	3,06	23,79
36	CA Châteauroux Métropole	7,61	-	1,83	24,56
37	Tours Métropole Val de Loire	8,91	-	2,18	23,37
41	CA de Blois "Agglopolys"	9,57	-	2,33	25,46
41	CA Territoires Vendômois	11,02	2,22	3,72	23,61
45	CA Montargoise et Rives du Loing (A.M.E.)	6,69	-	2,94	24,36
45	Orléans Métropole	7,52	1,28	6,12	24,88

Le tableau ci-après montre l'évolution des recettes fiscales depuis 2011 hors TEOM :



En 2018, le produit total perçu est inférieur à celui de 2014, 2015 et 2017.



d) Dotations et participations

Ce chapitre de recettes se décompose comme suit :

Dotations et participations	CA 2016	CA 2017	CA 2018	Evol 2018/2017
Dotation de compensation	10 292 014,00	10 006 026,00	9 797 083,00	-2,09%
Dotation d'intercommunalité	1 518 388,00	1 337 964,00	1 162 051,00	-13,15%
Allocations compensatrices	672 455,00	898 928,00	939 021,00	4,46%
Autres (envt/OM/IMEP)	1 088 280,26	1 613 227,11	957 667,25	-40,64%
TOTAL	13 571 137,26	13 856 145,11	12 855 822,25	-7,22%

Depuis 2004, la dotation globale de fonctionnement des EPCI comporte 2 composantes :

- La dotation de compensation,
- La dotation d'intercommunalité.

✓ La dotation de compensation

Elle est composée d'une part « compensations parts salaires » et d'une part relative aux baisses de dotation de compensation de la taxe professionnelle intervenues entre 1998 et 2001.

Afin de financer l'actualisation annuelle des données de population et les mouvements des périmètres intercommunaux, chaque année, dans le cadre de la loi de finances, l'Etat prévoit un écrêtement uniforme de la part « compensations part salaires ».

Pour 2018, le taux de cet écrêtement a été fixé à 2,09 %. Le tableau ci-après présente l'évolution de cette recette depuis 2014 :

(M€)	2014	2015	2016	2017	2018
Dotation de compensation	10.73	10.49	10.29	10.00	9.79

✓ La dotation d'intercommunalité (DI)

Depuis 2014 le montant de la dotation d'intercommunalité a été amputée de plus de 8 M€, soit plus de 45 % de la dotation « théorique » calculée avant contribution au redressement des finances publiques (CRFP). A titre d'illustration, le tableau suivant présente l'évolution de la dotation d'intercommunalité :

(M€)	2014	2015	2016	2017	2018	TOTAL 2014- 2018
Dotation d'intercommunalité avant CRFP	3.51	3.61	3.45	3.70	3.52	17.79
CRFP	-0.36	-1.13	-1.93	-2.36	-2.36	-8.14
Total DI après CRFP	3.15	2.48	1.52	1.34	1.16	9.65

✓ Les allocations compensatrices

Il s'agit des allocations versées par l'Etat pour compenser tout ou partie des pertes de recettes consécutives à certaines mesures d'exonération, de réduction des bases ou de plafonnement des taux prises par le législateur dans le domaine de la fiscalité économique (CVAE et CFE) et de la fiscalité des ménages (taxe d'habitation).

Cette recette est en hausse en 2018 de 4,46 % par rapport à 2017 :

- La compensation au titre de l'exonération de taxe d'habitation des personnes de conditions modestes passant de 859 147 € à 910 774 € (soit +6%),
- La compensation sur la fiscalité des entreprises baissant suite à la suppression de la dotation de compensation spécifique de la taxe professionnelle.

✓ Autres

Sont regroupés dans cet item :

- Les soutiens versés dans le cadre de l'exercice de la compétence Collecte et Traitement des déchets ménagers : 734 k€. Ce poste est en forte baisse par rapport à l'année précédente, cela s'expliquant par des opérations de régularisations comptabilisées en 2017 :
 - Dont 111 k€ versés par l'ADEME dans le cadre du programme local de prévention des déchets
 - Dont 623 k€ de soutiens perçus dans le cadre des dispositifs de responsabilités élargies des producteurs versés par les éco-organismes (CITEO, Ecosystèmes, Eco DDS, Eco mobilier...),
 - Les subventions de fonctionnement versées par la Région Centre Val-de-Loire : 102 k€,
 - Les subventions de fonctionnement versées par l'ANRU dans le cadre de la politique de la Ville et la Caisse des Dépôts et Consignations suite à la réalisation d'une étude par la collectivité : 38 k€,
 - La dotation globale de décentralisation versée au titre de l'établissement du nouveau plan local d'urbanisme intercommunal : 20 k€,
 - Le FCTVA lié aux dépenses de fonctionnement : 10 k€.

e) Produits de gestion courante

Ces recettes représentent 27 193,88 € en 2018. Il s'agit principalement des redevances versées par les opérateurs de téléphonie mobile et des recettes diverses notamment dans le cadre d'actions organisées par l'IMEP pour lutter contre l'illettrisme.

f) Produits financiers et exceptionnels

Pour l'année 2018, il s'agit notamment des recettes perçues :

- Dans le cadre de la rémunération des avances versées à la SEM TERRITORIA, titulaire des concessions d'aménagement de certaines zones d'activités : 5 812,48 €,
- Pour le paiement par l'actuel exploitant de l'aéroport de Bourges du droit d'entrée prévu dans le contrat de délégation de service public : 52 352 €,
- Suite à la cession de certificats d'économies d'énergie : 6 326,42 €,
- Dans le cadre de contentieux ou de sinistres.

1.2.2 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement de l'exercice 2018, comparées à celles de 2017, se répartissent ainsi par chapitre :

Chapitres	CA 2017	CA 2018	Evol 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
011 - Charges à caractère général	10 765 576,44	11 210 218,32	4,13%	17,02%	17,22%
012 - Charges de personnel	14 264 879,10	14 660 276,82	2,77%	22,55%	22,52%
014 - Atténuations de produits	30 544 590,40	29 930 635,64	-2,01%	48,29%	45,97%
65 - Autres charges courantes	7 495 074,25	7 995 512,73	6,68%	11,85%	12,28%
66 - Charges financières	154 646,13	154 807,66	0,10%	0,24%	0,24%
67 - Charges exceptionnelles	31 667,84	1 152 763,11	3540,17%	0,05%	1,77%
TOTAL	63 256 434,16	65 104 214,28	2,92%	100,00%	100,00%

a) Charges à caractère général

Ces dépenses augmentent de 4,1 % par rapport à l'exercice 2017 sous l'effet de la hausse des dépenses en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers qui augmentent de 5,2 % par rapport à 2017. Cela a d'autant plus d'impact que les dépenses liées à l'exercice de cette compétence représentent 76.6 % du chapitre « 011 - Charges à caractère général » (75,8 % en 2017).

L'examen des principaux indicateurs financiers du service de collecte et traitement des déchets ménagers, permet de dégager les tendances suivantes :

- L'année 2018 a été marquée par une relative stabilité du tonnage des ordures ménagères assimilées collectées par rapport à 2017 (29 923 tonnes collectées en 2018 contre 29 901 T en 2017). Sur la période 2010-2018, les tonnages ont globalement diminués de 7%, le tonnage des ordures ménagères résiduelles ayant été réduit de 12,9 % sur la période tandis que le tonnage de déchets d'emballage ménagers a lui progressé de 17,2% ce qui montre les efforts en matière de tri effectués par la population.

- La plupart des missions liées à cette compétence sont confiées à des prestataires privés dans le cadre de marchés publics. Les coefficients de révision appliqués en 2018 ont varié entre 2 % et 4 % en fonction des marchés. Ainsi, les coûts ont évolué entre 2017 et 2018 comme suit :

- Les coûts de collecte ont augmenté de 204 k€,
- Les coûts de tri, traitement et valorisation de 195 k€.

b) Charges de personnel

Les charges de personnel augmentent de 2,77 % en 2018 par rapport à 2017. Elles comprennent :

- D'une part les dépenses liées au personnel employé directement par Bourges Plus : 14.1M€ contre 13,9 M€.

A périmètre constant, ce poste augmente de 1,5 %, ce qui traduit les efforts de pilotage de la masse salariale mis en œuvre depuis 2015.

- D'autre part, le personnel mis à disposition par les communes pour l'exercice de missions pour lesquelles la collectivité est compétente à la suite de transferts de compétences (ex : entretien des zones d'activités) ainsi que par d'autres organismes (CCAS, CCI...) : 560 k€ en 2018 contre 373 k€ en 2017.

BUDGET PRINCIPAL - EFFECTIFS POURVUS EN ETP SUR EMPLOIS BUDGETAIRES au 31/12/2018 (*)			
	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
2017	251,45	36,20	287,65
2018	247,14	33,12	280,26
Evolution entre 2017 et 2018			- 2,57%

(*) Décompte des effectifs réels en activité des agents titulaires et non titulaires en équivalent temps plein annuel travaillé, il est proportionnel à l'activité des agents mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année.

c) Atténuations de produits

Les dépenses sont les suivantes :

Atténuation de produits	CA 2017	CA 2018	Evolution 2018/2017
Attribution de compensation versée	23 519 041,00	23 329 958,00	-0,80%
Contribution FNGIR	5 884 503,00	5 884 503,00	0,00%
Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)	484 900,00	0,00	-100,00%
FPIC	632 468,00	714 641,00	12,99%
Dégrèvements de fiscalité	23 678,40	1 533,64	-93,52%
TOTAL	30 544 590,40	29 930 635,64	-2,01%

Le montant des attributions de compensation est en baisse de 0,8 %, suite aux ajustements suivants :

- transfert de nouvelles compétences : gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (- 295 k€) et zones économiques (- 379 k€),
- l'intégration de la dotation de solidarité communautaire dans l'attribution de compensation (+ 531 k€).

La contribution de Bourges Plus au Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) est stable depuis 2015.

Le Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) continue sa progression. Il représentait 40 684 € en 2012 et atteint sur l'année 2018 plus de 714 000 € (pour la part supportée par Bourges Plus).

Enfin, les dégrèvements accordés par les services fiscaux en matière de TASCOM et de CFE sont en baisse en 2018.

d) Autres charges de gestion courante

Ce chapitre regroupe notamment les subventions versées, la contribution au SDIS, les indemnités des élus et les subventions d'équilibre aux budgets annexes.

Autres charges de gestion courante	CA 2017	CA 2018	Evol 2018/2017
Service incendie	4 263 018,00	4 267 787,00	0,11%
Indemnités élus	434 133,34	444 678,62	2,43%
Contributions aux organismes de regroupement	138 780,96	288 709,80	108,03%
Subv. Fonctionnement organismes publics	846 530,60	465 024,52	-45,07%
Subv. Fonctionnement personnes droit privé	706 333,41	1 281 463,99	81,42%
Autres	4 300,80	2 139,07	-50,26%
Subvention équilibre aux budgets annexes	1 101 977,14	1 245 709,73	13,04%
TOTAL	7 495 074,25	7 995 512,73	6,68%

✓ Subventions de fonctionnement versées

En 2018, les 2 évolutions principales concernant ce poste sont :

- Versement sur une année pleine de la subvention à l'AD2T dans le cadre de la compétence tourisme, la subvention passant de 321 K€ à 510 K€ d'où une variation de + 189 K€,
- Prise en compte sur le chapitre 65 de la subvention versée au nouveau délégataire s'occupant de la gestion des aires d'accueil des gens du voyage à compter du 16/04/2018, date de mise en place de la nouvelle délégation de service public. Auparavant, cette dépense était inscrite sur le chapitre 011. Cette subvention versée pour tenir compte des contraintes de service public imposées par la Communauté d'Agglomération au délégataire s'élève à 110 241 € pour 8,5 mois.

✓ Autres contributions

Sur ce poste, sont inscrites les participations demandées par les syndicats auxquels la collectivité adhère (PETR, SIVY et SIAB3A).

Le 1^{er} janvier 2018, les communes ont transféré la compétence GEMAPI à la communauté d'agglomération. Bourges Plus a choisi de conserver le mode de gestion antérieur et d'adhérer aux différents syndicats existants sur le territoire d'où une forte progression de ce poste de dépenses compensé par une minoration des attributions de compensation versées.

✓ Subventions d'équilibre aux budgets annexes

Elles sont en hausse par rapport à 2017 passant de 1 101 977,14 € à 1 245 709,73 €. Le tableau ci-dessous synthétise les subventions d'équilibre versées aux budgets annexes à caractère administratif :

	2017	2018
Budget annexe Archéologie Préventive	293 495,95 €	369 419,33 €
Budget annexe Technopole Lahitolle	321 241,46 €	454 495,04 €
Budget annexe Activités locatives	487 239,73 €	421 795,36 €
TOTAL	1 101 977,14 €	1 245 709,73 €

e) Charges financières

Les charges financières du budget Principal restent quasiment stables à 154 k€ malgré le versement d'indemnités (41 700 €) dans le cadre du remboursement anticipé de 2 emprunts.

f) Charges exceptionnelles

Ce chapitre regroupe en 2018 :

- Des écritures comptables de régularisation (annulation de titres émis sur exercices antérieurs) ainsi que le versement de secours aux agents rencontrant des difficultés,
- les indemnités d'éviction versées à un ancien locataire dans le cadre du projet de réaménagement du quartier Félix Chedin : 100 080 €,
- ainsi que la subvention exceptionnelle versée au budget annexe Parc d'activités du Moutet afin de couvrir le déficit anticipé : 1 022 963,54 € (dépense ayant fait l'objet d'une provision). Cette subvention n'impacte pas le résultat de fonctionnement car elle est financée par la reprise de provision à due concurrence. Elle ampute cependant l'épargne brute (excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement). Les prévisions de cessions au-delà de 2018 devraient compléter le financement de l'opération.

1.3. La section d'investissement

1.3.1 Les recettes d'investissement

Elles se répartissent par chapitre comme suit :

Recettes d'investissement - hors RAR	CA 2017	CA 2018	Evol 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
10 - FCTVA	226 240,14	438 481,89	93,81%	4,55%	5,43%
1068 - Résultat mis en réserves	1 853 086,39	3 260 360,73	75,94%	37,30%	40,36%
13 - Subventions d'invnt	768 519,57	652 478,61	-15,10%	15,47%	8,08%
16 - Emprunt nouveau	0,00	2 490 000,00		0,00%	30,83%
27 - Autres immobilisations financières	2 115 884,70	1 054 227,64	-50,18%	42,58%	13,05%
45 - Travaux pour comptes de tiers	4 939,98	181 907,94	3582,36%	0,10%	2,25%
TOTAL	4 968 670,78	8 077 456,81	62,57%	100,00%	100,00%

a) Réserves

Les recettes de la section d'investissement sont majoritairement constituées du résultat 2017 mis en réserves qui représente 40 % des ressources réelles d'investissement.

b) FCTVA

Les recettes au titre du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) représentent 438 484,89 € en 2018, en progression par rapport à 2017 du fait de l'augmentation des opérations d'équipement éligibles.

Pour les communautés d'agglomération, l'assiette des dépenses est constituée des dépenses réalisées l'année même, il n'y a pas un décalage de 2 ans comme cela est le cas pour la plupart des autres types de collectivités.

c) Subventions d'investissement

Les principales subventions perçues, d'un montant de 652 478,61 €, sont listées ci-après :

- Participations de la Ville de Bourges au financement des travaux réalisées par la Communauté d'Agglomération dans le cadre de l'opération de réorganisation spatiale des services : 299 633,53 €,
- 206 853 € de recettes titrées à l'encontre d'un prestataire privé suite à la création d'un giratoire en vue de desservir une nouvelle surface commerciale Boulevard de l'Avenir (1^{er} acompte),
- 36 136,41 € de participation versée par l'École Nationale Supérieure d'Art pour les travaux de réfection du site implanté à Bourges dans le cadre de la convention de co-financement signée en 2013,
- 33 225 € perçu de l'Agence nationale de l'habitat pour l'étude pré-opérationnelle OPAH RU,
- 31 680,95 € de subventions versées par la Région Centre Val-de-Loire dans le cadre de diverses opérations : plan climat air énergie territorial, assistance à maîtrise d'ouvrage pour la requalification du parc d'activités des Danjons, solde étude pré-opérationnelle OPAH RU et solde étude de faisabilité pour la création d'un équipement favorisant le réemploi,
- 26 958,02 € de subventions versées par Agglobus dans le cadre de la création d'arrêts de bus dans la zone d'activités de Beaulieu à Bourges,
- ...

d) Emprunt

En 2018, la collectivité a mobilisé un emprunt à hauteur de 2 490 000 €. Les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :

- Durée : 20 ans
- Taux variable ; à l'origine Euribor 3 mois + 0,78 %, marge renégociée depuis à 0,54 %.

e) Autres recettes

Sur le chapitre « 27- Autres immobilisations financières » sont comptabilisées les créances assimilables à des prêts effectuées par la collectivité. En 2018, les titres de recettes émis concernent :

- Le remboursement partiel de l'avance consentie au budget annexe Parc d'activités du Moutet : 1 022 963,54 € (en parallèle, le budget principal a versé au budget annexe une subvention exceptionnelle),

- L'annuité due par la Ville de Bourges pour les droits acquis des agents transférés et pour les dépenses d'équipement faites pour les services communs : 31 264,10 €.

Enfin, des recettes ont été titrées dans le cadre de la réalisation de travaux pour compte de tiers :

- Travaux réalisés pour le compte de la commune de Trouy : 122 685,48 €
- Travaux réalisés pour le compte de la Ville de Bourges (Rue Louis Mallet) : 59 222,46 €.

1.3.2. Les dépenses d'investissement

Elles se présentent ainsi :

Dépenses d'investissement - hors RAR	CA 2017	CA 2018	Evol 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
20 - Immobilisations incorporelles (*)	138 170,87	0,00	-100,00%	2,78%	0,00%
204 - Subv d'équipement versées (*)	128 469,00	0,00	-100,00%	2,59%	0,00%
21- Immobilisations corporelles (*)	325,80	0,00	-100,00%	0,01%	0,00%
23- Immobilisations en cours (*)	70 713,39	0,00	-100,00%	1,42%	0,00%
Opérations d'équipement	8 385 850,40	9 328 614,41	11,24%	168,77%	115,49%
26 - Immobilisations Financières	0,00	16,00		0,00%	0,00%
27 - Autres immo. Financières	6 840,00	1 653 581,71	n.s.	0,14%	20,47%
16 - Remboursements d'emprunts	400 230,89	521 737,27	30,36%	8,06%	6,46%
45 - Travaux pour comptes de tiers	7 678,72	276 096,87	n.s.	0,15%	3,42%
TOTAL	9 138 279,07	11 780 046,26	28,91%	183,92%	145,84%

(*) hors opérations d'équipement

Les principales dépenses sont les suivantes :

a) Les dépenses d'équipement

Afin d'améliorer la lisibilité des actions engagées par la collectivité, toutes les dépenses d'équipement sont désormais intégrées sur des chapitres-opérations. Une opération est constituée par un ensemble d'acquisitions d'immobilisations, de travaux et de frais d'études aboutissant à la réalisation d'un ou de plusieurs ouvrages de même nature.

Le contrôle des crédits n'est pas opéré au niveau des chapitres (20, 204, 21 ou 23) mais au niveau de l'enveloppe budgétaire globale réservée à cette opération quelle que soit l'imputation par nature des dépenses.

Chapitres opérations - hors RAR	CA 2017	CA 2018	Evol 2018/2017
11 - Bâtiments administratifs	967 999,73	1 030 009,82	6,41%
12 - Aires accueil gens du voyage	11 450,09	12 243,82	6,93%
14 - SIG	39 600,00	Chapitre supprimé	
15 - Voirie communautaire	1 122 494,20	2 096 405,62	86,76%
16 - Parc activités	83 941,79	696 050,61	729,21%
18 - Développement économique	1 882 952,68	223 448,86	-88,13%
21 - Solidarité Communautaire	1 854 399,40	2 313 806,74	24,77%
22 - Aides au logement	591 890,00	964 400,00	62,94%
23 - Pôle Gare	276 030,62	0,00	
26 - Eliminations déchets	660 135,77	526 215,50	-20,29%
27 - Compétence Incendie	20 120,86	20 794,56	3,35%
28 - Formation continue	42 722,07	9 914,72	-76,79%
29 - Enseignement supérieur	402 303,11	622 274,56	54,68%
30 - Politique de la Ville	308 588,91	105 707,78	-65,74%
31 - Documents d'urbanisme	117 166,53	219 922,76	87,70%
32 - Plan vélo intercommunal	4 054,64	212 115,51	5131,43%
33 - Equipements structurants		120 351,90	
34 - Projets aménagement et devpt du territoire		154 951,65	
TOTAL	8 385 850,40	9 328 614,41	11,24%

Les principales opérations sont détaillées ci-après :

✓ Opération 11 : Bâtiments administratifs

Les dépenses 2018 de ce chapitre sont principalement liées à :

- l'acquisition de matériels informatiques et de logiciels pour environ 666 k€,
- des travaux sur différents bâtiments ainsi que des achats de mobilier notamment dans le cadre de la réorganisation spatiale des services.

✓ Opération 15 : Voirie Communautaire

Ce chapitre comprend le paiement :

- d'une subvention d'équipement au Conseil Départemental du Cher pour la construction de la Rocade Nord-Ouest : 1 000 000 €. Au 31/12/2018, 2 500 000 € ont été versés sur les 3 500 000 € prévus.
- des travaux de voirie notamment au niveau de la Rue Louis Mallet et du boulevard de l'Avenir : 1,1 M€.

✓ Opération 16 : Parcs d'activités

En 2018, les dépenses ont concerné :

- L'acquisition de terrains en vue de prolonger la zone d'activités Détour du Pavé à St Doulehard notamment : 516 k€
- Des frais d'études : 38 k€
- Des travaux en particulier sur la ZAC Beaulieu à Bourges (133 k€) et l'achat de matériel de vidéosurveillance (7,8 k€).

✓ Opération 18 : Développement Economique

Il s'agit principalement :

- Des opérations concernant la gestion de l'aéroport : 112 k€
- De subventions versées à des prestataires privés pour favoriser le développement économique du territoire : 81 k€

✓ Opération 21 : Solidarité communautaire

Dans le cadre des fonds de concours 3^{ème} et 4^{ème} Générations, la Communauté d'Agglomération a versé en 2018 les subventions d'équipement suivantes :

- Ville de Bourges : 634 750 € pour le projet de création de la future Maison de la Culture,
- Commune de St Doulichard : 194 019,50 € pour la restructuration et l'extension du groupe scolaire du bourg,
- Commune de Trouy : 108 802 € pour la rénovation de l'espace Jean Marie Truchot,
- Commune de Marmagne : 67 872,14 € pour la 2^{nde} phase d'aménagement de l'accueil périscolaire,
- Commune de Plaimpied Givaudins : 56 818 € pour la restructuration de groupe scolaire (cantine et accueil périscolaire),
- Commune de St Just : 52 000 € pour la restructuration d'un bâtiment public en vue de la création d'un centre socioculturel multiservices,
- Commune de La Chapelle St Ursin : 48 973 € pour la construction de vestiaires au stade,
- Commune du Subdray : 38 458,75 € pour le réaménagement des aires de jeux Espace enfants et city park,
- Commune de Morthomiers : 31 604 € pour la construction d'un bâtiment sportif,
- Commune de Vorly : 18 027,50 € pour la réfection de la toiture de l'église,
- Commune de Berry-Bouy : 17 845,39 € pour les travaux d'accessibilité des bâtiments communaux.

En outre, la collectivité a mandaté les fonds de concours suivants pour :

- la création de la Maison de la Culture à Bourges : 1 000 000 € (montant total attribué : 3,5 M€),
- le financement du projet Canal de Berry à Vélo : 44 636.46 € (montant total attribué : 225 k€).

✓ Opération 22 : Aides au logement

Ce chapitre comprend :

- les aides à la pierre pour un montant total de 364 k€,
- et la participation au financement des opérations patrimoniales réalisées par Bourges Habitat : 600 k€. Dans le cadre du protocole conclu fin 2017, Bourges Plus s'est engagé à verser une participation totale de 5 M€ (autorisation de programme créée).

✓ Opération 26 : Collecte et traitement des déchets

Les dépenses de l'exercice 2018 représentent au total 526 k€ dont 319 k€ pour l'achat de bacs et de colonnes d'apport volontaire, le reste des dépenses concernant principalement des travaux sur les déchetteries.

✓ Opération 29 : Enseignement supérieur

Il s'agit entre autres des dépenses liées :

- aux travaux de rénovation de l'ENSA : 119 k€ en 2018,
- au versement de subventions d'équipement :
 - pour la réhabilitation des bâtiments de l'IUT – 4^e phase : 250 k€. Il s'agit d'un 2^{ème} acompte, la participation totale de Bourges Plus étant fixée à 1 000 000 € au maximum.
 - pour l'extension des locaux de l'INSA : 249 514 €. Une convention a été signée avec le Conseil Départemental, la Communauté d'Agglomération apportant 1 M€ sur les 8 M€ TTC de dépenses estimées.

✓ Opération 30 : Politique de la Ville

Il s'agit de l'ensemble des dépenses engagées dans le cadre de cette compétence et notamment l'étude urbaine intégrée dans le nouveau programme de renouvellement urbain.

✓ Opération 31 : Documents d'urbanisme

Ce chapitre regroupe les dépenses effectuées par la collectivité pour l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal.

✓ Opération 32 : Plan vélo intercommunal

En 2018, 212 000 € de travaux ont été réalisés pour créer des bandes cyclables notamment au niveau de la rue Louis Mallet à Bourges.

✓ Opération 33 et 34 : Equipements structurants et projets d'aménagement et de développement du territoire

En 2018, la collectivité a réglé les dépenses suivantes :

- poursuite des études concernant la réalisation d'un centre balnéo-ludique (109 k€)
- fin de l'étude d'opportunité d'un centre des congrès (10 k€)
- réalisation d'une étude de réorganisation des circulations automobiles : 78 k€
- démarrage d'une étude concernant le transfert de la compétence gestion des eaux pluviales : 32 k€
- travaux préalables à une étude concernant le secteur Félix Chedin : 11 k€

1.4. Les ratios

Le tableau ci-dessous reprend les ratios financiers obligatoires. Les montants des dépenses et recettes de fonctionnement sont neutralisés des montants des reversements de fiscalité figurant au chapitre 014 (attributions de compensation, FNGIR et FPIC).

Ratios financiers – Budget Principal seul	CA 2017 Pop = 100 705	CA 2018 Pop = 100 383	Moyenne nationale 2016 des Comm. d'Agglo
1 - Dépenses réelles de fonct /pop (€/hab)	330	350	353
2 - Produits des impositions directes/ pop (€/hab)	397	385	326
2 bis - Produits des impositions directes hors reversements de fiscalité /pop (€/hab)	94	86	151
3 - Recettes réelles de fonct/pop (€/hab)	387	373	422
4 -Dépenses d'équipement brut/pop (<u>hors chapitre 204</u>) (€/hab)	32	47	78
5 - Encours dette/pop (€/hab)	37	56	365
6 - DGF/pop (€/hab)	113	109	105
7 - Dépenses de personnel/dép de fonct. (%)	43 %	42%	36.7%
9 - Marge d'autofinancement courant (%) Dép de fonct et remboursement dette en capital/recette fonct =	85%	95%	91%
10 - Dép. d'eqpt brut /recettes fonctionnement (%)	8 %	13%	18.4%
11 - Encours de dette /recettes de fonctionnement (%)	9%	15%	86.5%

Avec les réserves d'usage sur l'interprétation des ratios de la moyenne nationale, ces comparaisons permettent néanmoins de constater :

- L'augmentation des dépenses de fonctionnement de la collectivité qui se situent fin 2018 pratiquement au niveau de la moyenne nationale 2016 ;
- la perte de recettes fiscales de la collectivité en 2018, avec cette particularité à noter par comparaison avec la moyenne nationale :
 - en montants bruts (non retraités des reversements de fiscalité) le montant d'impôt perçu par habitant reste très supérieur à la moyenne, d'où notre potentiel financier par habitant supérieur à la moyenne nationale qui nous rend contributeur au FPIC,
 - mais en montants nets (après retraits des AC versées, du FNGIR et du FPIC), le montant de produit restant disponible pour financer les autres postes du budget est très largement inférieur à la moyenne (poids des AC aux communes principalement) ;
- La progression sensible des dépenses d'équipement, qui restent néanmoins très inférieures à la moyenne nationale, étant précisé que ce ratio ne comprend pas les subventions d'équipement versées (fonds de concours, participations à des investissements de tiers...). Dans le domaine des aides, Bourges Plus se distingue en revanche par le niveau élevé payé par habitant (46€/hab), soit le même montant qu'en dépenses d'équipement, et le double du ratio national ;

- L'évolution de l'endettement qui progresse mais qui est encore loin du niveau national ;
- la stabilisation en structure des dépenses de personnel ;
- et la réduction de la marge d'autofinancement qui se dégrade par rapport à 2017, qui se situe maintenant sous la moyenne nationale.

1.5. La dette

Au 31/12/2018, l'encours de dette s'établit à 5 662 471 € suite à la mobilisation d'un nouvel emprunt d'un montant de 2 490 000 €. Le recours à l'emprunt a permis de conserver un fonds de roulement en fin d'exercice tout en remboursant par anticipation 2 emprunts dont les taux d'intérêt étaient élevés (4,72 %).

Sur le budget principal, au 31/12/2018, le taux d'intérêt moyen de la dette est de 1,96% pour une durée de vie résiduelle moyenne de 15 ans et 6 mois.

La dette consolidée est présentée en fin de document.

2. Les autres budgets à caractère administratif

2.1. Le budget Archéologie Préventive

2.1.1 Détermination des résultats

Le Compte Administratif de l'exercice 2018 du budget annexe « Archéologie Préventive » s'établit comme suit :

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
Recettes 2018 (a)		Recettes 2018 (d)	615 715,54
Dépenses 2018 (b)		Dépenses 2018 (e)	615 715,54
Solde d'exécution 2018 (a-b)	0,00	Résultat exercice 2018 (d-e)	0,00
Solde d'exécution 2017 reporté (c)		Résultat exercice 2017 reporté (f)	
Solde de clôture (a-b+c) = A	0,00	Résultat de clôture 2018 (d-e+f)	0,00

Ce budget ne comporte aucune écriture au niveau de la section d'investissement. **La section de fonctionnement** est équilibrée en dépenses et en recettes et **le solde d'exécution nul**.

Les principales écritures inscrites en section de fonctionnement sont détaillées ci-dessous. De manière globale, l'activité du service est en baisse par rapport à 2017 ; année qui a connu un pic d'activités sur les missions de fouilles archéologiques.

2.1.2 Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement, représentent 615 715,54 € et sont composées comme suit :

- Recettes de fouilles à hauteur de 107 872,90 € (contre 333 016,68 € en 2017 ; année durant laquelle a été réalisée une partie importante de la fouille du terrain de la future Maison de la Culture).
En 2018, la Communauté d'Agglomération a procédé à l'émission de titres concernant:
 - la fouille du terrain de la future la Maison de la Culture : 31 877 €,
 - la fouille pour les travaux de la Rocade Nord-Ouest : 75 995,90 € (fouille réalisée en groupement avec l'INRAP).
- Subventions accordées :
 - par le Ministère de la Culture en compensation des travaux engagés pour les 6 opérations de diagnostic archéologique entre le 1^{er} juin 2016 et le 30 mai 2017 : 92 419,92 €.
Sur l'exercice 2017, la Communauté d'Agglomération avait perçu 164 488,75 €, 12 opérations dont une de plus de 10 hectares ayant été réalisée entre le 1^{er} juin 2015 et le 30 mai 2016,
 - par la DRAC pour les travaux de recherche archéologique sur le site des Jardins de l'Archevêché : 4 000 €.
- Participations versées par un organisme suite à la réalisation d'une étude : 350 €,
- Ventes d'ouvrages édités par le service Archéologie : 421,52€,
- Remboursement de rémunérations suite à l'absence d'agents pour raison médicale : 41 231,87 €.

2.1.3 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, correspondant à 615 715,54 €, sont constituées comme suit :

- 139 642,88 € de charges à caractère général dont :
 - 14 453,56 € de dépenses réalisées dans le cadre de l'activité de fouilles,
 - 49 372,50 € de dépenses réalisées dans le cadre de l'activité de diagnostics,
 - 76 684,09 € de dépenses non individualisables par activité et comprenant notamment les frais liés au bâtiment.

- 476 071,39 € de charges de personnel contre 514 667,97 € en 2017 ; le service ayant eu moins recours à des contractuels en 2018.

Compte tenu des éléments présentés ci-avant, il a été nécessaire que la collectivité verse une subvention d'équilibre d'un montant de 369 419,33 € (montant 2017 : 293 495,95 €). Cette évolution s'explique par le fait qu'une forte proportion des charges imputées sur ce budget (frais de structure et charges de personnel) sont fixes quel que soit le nombre de fouilles réalisées et le chiffre d'affaires 2018 fut moins élevé qu'en 2017.

2.2 Le budget Technopole Lahitolle

Depuis le 1^{er} juillet 2016, toutes les dépenses et recettes concernant l'hôtel d'entreprises et le centre d'affaires ont été transférées sur le nouveau budget annexe Activités Locatives assujetties à la TVA. Désormais, ce budget retrace uniquement les dépenses liées à l'aménagement de la zone Lahitolle ainsi que les dépenses d'entretien et d'animation du site.

2.2.1 Détermination des résultats

Le Compte Administratif de l'exercice 2018 du budget annexe « Technopole Lahitolle » s'établit comme suit :

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
Recettes 2018 (a)	119 326,48	Recettes 2018 (d)	454 847,07
Dépenses 2018 (b)	391 306,08	Dépenses 2018 (e)	102 571,32
Solde d'exécution 2018 (a-b)	-271 979,60	Résultat exercice 2018 (d-e)	352 275,75
Solde d'exécution 2017 reporté (c)	-77 296,15	Résultat exercice 2017 reporté (f)	0,00
Solde de clôture (a-b+c) = A	-349 275,75	Résultat de clôture 2018 (d-e+f)	352 275,75
RESTES A REALISER		SYNTHESE	
	INVT		
Restes à réaliser recettes (g)	0,00	Résultat de fonct. Clôture 2018	352 275,75
Restes à réaliser dépenses (h)	3 000,00	Solde d'invnt de clôture 2018	-349 275,75
Solde restes à réaliser (g-h) = B	-3 000,00	Fonds de roulement avant RAR	3 000,00
Solde de Clôture après RAR = A+B	-352 275,75	Solde des RAR	-3 000,00
		Fonds de roulement après RAR	0,00

Le résultat de clôture de fonctionnement fin 2018 est excédentaire de 352 275,75 €.

Après reprise du résultat antérieur d'investissement (- 77 296,15 €) et en intégrant les reports de dépenses d'investissement fin 2018 (3 000 €), **le solde d'exécution d'investissement de clôture est déficitaire de - 352 275,75 €.**

Le solde de clôture du budget annexe Technopole Lahitolle, après prise en compte des restes à réaliser, **toutes sections confondues est donc nul.**

2.2.2 La section de fonctionnement

a) Les recettes de fonctionnement

Les produits de fonctionnement, s'élèvent à 454 847,07 €. Il s'agit des :

- Des recettes liées à l'organisation de l'évènement Envirorisk : 350 €,
- De divers produits de gestion courante : 3,03 €,
- De la subvention du Budget Principal d'un montant de 454 495,04 € (contre 321 241,46 € en 2017),

b) Les dépenses de fonctionnement

En 2018, les dépenses de fonctionnement représentent 102 571,32 € et sont constituées :

- des dépenses d'exploitation pour un montant de 69 825,25 €.

Les dépenses sont détaillées ci-après :

- charges d'entretien des espaces verts : 39 k€
 - frais liés au nettoyage du site et à l'entretien de la voirie : 20 k€
 - taxe foncière : 4 750 €
 - frais divers d'études : 6 000 €
- des charges financières : 27 346,34 €,
 - des autres charges de gestion courante : 222,73 €,
 - des dotations aux amortissements (écritures d'ordre) : 5 177 €.

2.2.3 La section d'investissement

a) Les recettes d'investissement

Le montant des recettes d'investissement est de 119 326,48 €. Elles sont détaillées ci-après :

- Excédents de fonctionnement capitalisés : 114 149,48 €,
- Amortissement des biens : 5 177 €.

b) Les dépenses d'investissement

Les dépenses de la section d'investissement ne comprennent que des opérations réelles pour un montant total de 391 306,08 €. Elles se décomposent comme suit :

- Frais d'étude dans le cadre de la 2^{ème} tranche de travaux Lahitolle : 34 610 €

Cette opération gérée dans le cadre d'une autorisation de programme a pour objet la réalisation de voiries secondaires permettant une liaison entre la rue Maurice Roy et la rue Emile Hilaire Amagat, ainsi qu'une liaison piétonne entre la place Gribeauval et la rue de la Salle d'armes,

- Frais d'étude dans le cadre de la 3^{ème} tranche de travaux Lahitolle : 22 619 €

Cette opération gérée également dans le cadre d'une autorisation de programme a pour objet la réalisation de travaux à l'ouest de la rue Maurice Roy et au sud du centre d'affaires en incluant le bâtiment 696,

- Autres dépenses d'équipement : 47 410,40 €, des travaux de signalétique ayant notamment été réalisés en 2018,
- Dépenses liées à la dette : 286 666,68 €.

2.2.4 La dette

Au 31/12/2018, l'encours de dette s'établit à 3 581 666 € (baisse de 7,4 % par rapport à fin 2017), avec un taux moyen d'intérêt de 0,74 %, pour une durée de vie résiduelle moyenne de 12 ans et 4 mois.

2.3. Le budget Activités Locatives assujetties à la TVA

Le budget annexe « Activités Locatives » regroupe toutes les activités locatives de la Communauté d'Agglomération soumises à TVA situées dans les quartiers Chancellerie, Comitec, Esprit I, Pôle capteur et Lahitolle.

2.3.1 Détermination des résultats

Le Compte Administratif de l'exercice 2018 du budget annexe « Activités locatives » s'établit comme suit :

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
Recettes 2018 (a)	600 757,26	Recettes 2018 (d)	1 094 087,77
Dépenses 2018 (b)	627 162,56	Dépenses 2018 (e)	974 297,38
Solde d'exécution 2018 (a-b)	-26 405,30	Résultat exercice 2018 (d-e)	119 790,39
Solde d'exécution 2017 reporté (c)	-93 385,09	Résultat exercice 2017 reporté (f)	0,00
Solde de clôture (a-b+c) = A	-119 790,39	Résultat de clôture 2018 (d-e+f)	119 790,39
RESTES A REALISER		SYNTHESE	
	INVT		
Restes à réaliser recettes (g)		Résultat de fonct. Clôture 2018	119 790,39
Restes à réaliser dépenses (h)		Solde d'invnt de clôture 2017	-119 790,39
Solde restes à réaliser (g-h) = B	0,00	Fonds de roulement avant RAR	0,00
Solde de Clôture après RAR = A+B	-119 790,39	Solde des RAR	0,00
		Fonds de roulement après RAR	0,00

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 119 790,39 €. Ce dernier devra faire l'objet d'une décision en matière d'affectation du résultat. Avec le report du solde d'exécution déficitaire antérieur de - 93 385,09 €, **le solde de clôture en investissement est déficitaire de - 119 790,39 €** (pas de restes à réaliser au 31/12/2018).

Le solde de clôture du budget annexe Activités locatives assujetties à TVA toutes sections confondues est donc nul.

2.3.2 La section de fonctionnement

a) Les recettes réelles

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 889 600,77 € et comprennent :

- des recettes locatives pour un total de 458 613,55 € réparties comme suit :
 - revenus des immeubles : 331 710,12 €,
 - charges locatives : 126 903,43 €.

Les recettes locatives sont en forte hausse par rapport à 2017 (CA 2017: 363 404,41 €) suite à la reprise en gestion directe des locaux situés au niveau de Pôle capteur et de la zone d'activités Esprit 1. Cet accroissement est en partie lié à des régularisations sur 2018 de loyers non facturés en 2017.

- des produits exceptionnels pour 9 019,94 €, l'essentiel de cette somme étant lié à un remboursement d'assurance suite à un dommage bris de glace sur le bâtiment « hôtel d'entreprises »,
- des produits financiers pour 171,92 € suite au solde du mandat de maîtrise d'ouvrage conclu lors de la construction de l'hôtel d'entreprises,
- La subvention d'équilibre versée par le Budget Principal d'un montant de 421 795,36 €; somme en baisse par rapport à 2017 (487 239,73 €).

b) Les recettes d'ordre

Il s'agit des écritures concernant la quote-part des subventions amortissables : 204 487 € (montant identique réalisé en dépenses d'investissement).

c) Les dépenses réelles

En 2018, les dépenses de fonctionnement représentent 622 500,36 € alors qu'elles étaient de 591 381,17 € en 2017. Cela s'explique en partie par la forte hausse du montant payé dans le cadre des taxes foncières (135 435 € en 2018 contre 104 489 € en 2017), compte tenu de l'accroissement du nombre de bâtiments intégrés sur ce budget.

Ces dépenses sont constituées :

- De dépenses d'exploitation des différents bâtiments pour un montant de 541 651,59 €,
- De charges financières à hauteur de 78 945,40 €,
- Des charges exceptionnelles pour 1 903,37 € correspondant à des annulations de titres sur exercice antérieur.

d) Les dépenses d'ordre

Il s'agit des écritures de dotations aux amortissements : 351 797,02 € (montant identique réalisé en recettes d'investissement).

2.3.3 La section d'investissement

a) Les recettes réelles

Les recettes d'investissement représentent 219 149,39 € et comprennent :

- 125 685,15 € d'excédents de fonctionnement capitalisés. Il s'agit de la part de l'excédent de fonctionnement affectée en investissement pour la couverture du besoin de financement constaté fin 2017,
- 14 960,20 € de participations versées par des locataires ayant demandé des travaux d'aménagement spécifiques lors de la signature des baux,
- 15 229,26 € de dépôts de garantie versés par de nouveaux locataires,
- 63 274,78 € de recettes liées au solde du mandat de maîtrise d'ouvrage conclu avec la SEM Territoria lors de la construction de l'hôtel d'entreprises (régularisation des avances versées par Bourges Plus).

b) Les recettes d'ordre

Il s'agit des écritures de :

- dotations aux amortissements : 351 797,02 € (montant identique réalisé en dépenses de fonctionnement)
- régularisations d'avances versées dans le cadre des marchés de travaux : 29 810,85 € (montant identique réalisé en dépenses d'investissement).

c) Les dépenses réelles

Les dépenses de la section d'investissement s'établissent à 392 864,71 € et se décomposent comme suit :

- remboursement du capital de la dette, à hauteur de 299 677,95 €,
- reversement des dépôts de garantie lors de la fin des locations : 4 085,09 €,
- et des dépenses d'équipement pour 89 101,67 € :
 - dont 70 763,53 € pour le bâtiment situé à la Chancellerie afin d'installer notamment une ventilation au niveau d'un restaurant,
 - dont 11 096,43 € sur le site de l'hôtel d'entreprises pour la mise en place d'une alarme anti-intrusion,
 - dont 5 380 € pour le bâtiment pôle capteur,
 - dont 1 861,71 € pour le plateau de formation implanté à l'hôtel d'entreprises.

d) Les dépenses d'ordre

Il s'agit des écritures :

- concernant la quote-part des subventions amortissables : 204 487 € (montant identique réalisé en recettes de fonctionnement)
- concernant les régularisations d'avances versées dans le cadre des marchés de travaux : 29 810,85 € (montant identique réalisé en recettes d'investissement).

2.3.4 La dette

Au 31/12/2018, l'encours de dette de ce budget annexe s'établit à 4 649 742,06 €. Cette dette est composée de 8 emprunts souscrits auprès de 4 organismes bancaires. Le taux moyen est de 1,68 % et la durée de vie résiduelle moyenne de 15 ans et 9 mois.

3. Les budgets des parcs d'activités en cours d'aménagement

Sont regroupés sous cette thématique, les budgets annexes parc d'activités de la Voie Romaine et parc d'activités du Moutet.

3.1. Le budget Parc d'activités de la Voie Romaine

S'agissant d'un budget de zones d'activités économiques, les dépenses d'aménagement sont intégralement imputées en fonctionnement puis transférées en investissement par opérations d'ordre budgétaires.

3.1.1 Détermination des résultats

Le Compte Administratif de l'exercice 2018 du budget annexe « Parc d'Activités de la Voie Romaine » s'établit comme suit :

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
Recettes 2018 (a)	718 649,73	Recettes 2018 (d)	611 940,97
Dépenses 2018 (b)	385 483,33	Dépenses 2018 (e)	790 060,47
Solde d'exécution 2018 (a-b)	333 166,40	Résultat exercice 2018 (d-e)	-178 119,50
Solde d'exécution 2017 reporté (c)	-333 166,40	Résultat exercice 2017 reporté (f)	693 156,35
Solde de clôture (a-b+c) = A	0,00	Résultat de clôture 2017 (d-e+f)	515 036,85
RESTES A REALISER		SYNTHESE	
	INVT		
Restes à réaliser recettes (g)		Résultat de fonct. Clôture 2018	515 036,85
Restes à réaliser dépenses (h)		Solde d'invnt de clôture 2018	0,00
Solde restes à réaliser (g-h) = B	0,00	Fonds de roulement avant RAR	515 036,85
		Solde des RAR	0,00
Solde de Clôture après RAR = A+B	0,00	Fonds de roulement après RAR	515 036,85

Après prise en compte du résultant antérieur (693 156,35 €), **le résultat de clôture de la section de fonctionnement présente un excédent de 515 036,85 €.** La section d'investissement présente, quant à elle, **un résultat nul fin 2018.**

Ce parc d'activités est en fin d'aménagement, la dernière parcelle cessible ayant été vendue au cours de l'année 2018.

3.1.2 La section de fonctionnement

a) Les écritures réelles

Les dépenses réelles correspondent aux travaux réalisés au cours de l'année 2018 pour l'aménagement du Parc d'Activités soit 71 410,74 €.

Au niveau des recettes, il s'agit de la constatation de la vente de la dernière parcelle de terrain d'une superficie de 24 246 m² : 226 457,64 €.

b) Les écritures d'ordre

En 2018, une dépense a été constatée à hauteur de 718 649,73 € dans le cadre de la variation des stocks de terrains aménagés.

Au niveau des recettes, il s'agit :

- d'une part, des écritures de transfert des dépenses de fonctionnement réalisées au cours de l'année en compte de stocks (montant équivalent en dépenses d'investissement) pour 71 410,74 €,
- d'autre part, d'une régularisation comptable.

En effet, en 2013, il y a eu une affectation en réserves d'investissement d'un montant de 314 072,59 €. Or, cette opération n'aurait pas dû être réalisée, le besoin de financement étant temporaire dans l'attente de la vente des terrains aménagés. En 2018, il a donc été nécessaire de reprendre cette somme en émettant un titre de recettes en section de fonctionnement (montant identique en dépenses d'investissement).

3.1.3 La section d'investissement

Les écritures d'investissement sont constituées uniquement de mouvements d'ordre :

- En dépenses :
 - Reprise de l'excédent de fonctionnement capitalisé inscrit en 2013 en recettes d'investissement : 314 072,19 €,
 - Constatation de l'achèvement des travaux réalisés au cours de l'année 2018 : 71 410,74 €.

- En recettes : variation des stocks de terrains aménagés : 718 649,73 €.

3.2 Le budget Parc d'Activités du Moutet

Tout comme le budget annexe Parc d'Activités de la Voie Romaine, s'agissant d'un budget de zones d'activités économiques, les dépenses d'aménagement sont intégralement imputées en fonctionnement puis transférées en investissement par opérations d'ordre budgétaires.

3.2.1 Détermination des résultats

Le Compte Administratif de l'exercice 2018 du budget annexe « Parc d'Activités du Moutet » s'établit comme suit :

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
Recettes 2018 (a)	6 112 068,45	Recettes 2018 (d)	3 440 570,19
Dépenses 2018 (b)	2 817 378,01	Dépenses 2018(e)	6 755 534,98
Solde d'exécution 2018 (a-b)	3 294 690,44	Résultat exercice 2018 (d-e)	- 3 314 964,79
Solde d'exécution 2017 reporté (c)	- 3 415 273,58	Résultat exercice 2017 reporté (f)	3 435 547,93
Solde de clôture (a-b+c) = A	- 120 583,14	Résultat de clôture 2018 (d-e+f)	120 583,14
RESTES A REALISER		SYNTHESE	
	INVT		
Restes à réaliser recettes (g)	0,00	Résultat de fonct. Clôture 2018	120 583,14
Restes à réaliser dépenses (h)	0,00	Solde d'invnt de clôture 2018	- 120 583,14
Solde restes à réaliser (g-h) = B	0,00	Fonds de roulement avant RAR	0,00
		Solde des RAR	0,00
Solde de Clôture après RAR = A+B	- 120 583,14	Fonds de roulement après RAR	0,00

Après prise en compte du résultat antérieur, **le résultat de clôture de la section de fonctionnement en 2018 présente un excédent de 120 583,14 €.**

Avec le report du solde d'exécution déficitaire antérieur de - 3 415 273,58 €, **le solde de clôture en investissement est déficitaire de - 120 583,14 €** (aucun reste à réaliser n'a été constaté fin 2018).

Conformément au principe de l'équilibre budgétaire des budgets annexes de zones d'activités qui s'apprécie en prenant en considération les spécificités de la comptabilité de stock, même si la section d'investissement présente un déficit au 31/12/2018, il n'y aura pas lieu d'effectuer de virement des excédents de la section de fonctionnement vers la section d'investissement (compte 1068) sur l'exercice 2019.

3.2.2 La section de fonctionnement

a) Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement comprennent :

- le produit de la vente d'un terrain : 113 632 €,
- les subventions versées par :
 - le Conseil Régional Centre Val de Loire pour l'aménagement du site : 237 160 €,
 - l'État dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local : 265 472,62 € perçus pour la création des infrastructures routières.
- des produits exceptionnels pour 1 029 889,95 € correspondant :

- à une régularisation d'écritures comptables : 6 926,41 €,
- au versement par le budget Principal d'une subvention exceptionnelle pour prise en compte du déficit global estimé,
- dès le démarrage de cette opération d'aménagement, il a été décidé, par prudence budgétaire, au niveau du budget principal de la Communauté d'Agglomération de constituer progressivement une provision afin de couvrir ce déficit.

Au 31/12/2017, le déficit constaté suite à la cession de plus de la moitié des terrains était de 1 022 963,54 €. Sans attendre la fin de l'opération, le Conseil Communautaire par délibération du 25/06/2018 a décidé de reprendre partiellement la provision déjà constituée à hauteur de 1 022 963,54 € et de la transformer en subvention exceptionnelle versée par le budget Principal.

- une écriture de régularisation de TVA, ce budget étant assujéti : 1,15 €,
- des recettes d'ordre de fonctionnement correspondant aux écritures de transfert des dépenses de fonctionnement en compte de stocks (montant équivalent en dépenses d'investissement), pour 1 794 414,47 €.

b) Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 6 755 534,98 € et sont constituées par :

- des dépenses d'études et de travaux pour l'aménagement du Parc d'Activités : 2 297 048,24 €.

En 2018, les travaux ont consisté notamment à réaliser des infrastructures routières avec la création :

- d'un giratoire situé au bord de la rocade de Bourges à proximité de l'échangeur autoroutier,
- de pistes cyclables.
- des opérations foncières ont également été menées pour un montant global de 311 611,80 €.
- des écritures d'ordre dans le cadre d'écritures de régularisation des stocks : 4 458 486,74 €.

3.2.3 La section d'investissement

a) Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement comprennent :

- le versement d'une nouvelle avance par le budget Principal pour couvrir les dépenses effectuées au cours de l'année 2018 déductions faites des recettes de cession de terrains et des subventions perçues : 1 653 581,71 €
- des mouvements d'ordre liés à la variation des stocks de terrains pour un montant de 4 458 486,74 € (montant équivalent en dépenses de fonctionnement)

b) Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont constituées par :

- le remboursement partiel en cours d'année de l'avance consentie par le budget Principal suite au versement de la subvention d'équilibre : 1 022 963,54 €,
- les autres écritures étant des mouvements d'ordre liés aux stocks : 1 794 414,97 €.

4. Les budgets à caractère industriels et commerciaux

La collectivité exerce les compétences Eau et Assainissement. Conformément au code général des collectivités territoriales, la Communauté d'Agglomération a constitué des budgets annexes pour la gestion de ces services publics industriels et commerciaux. Ces budgets annexes sont votés en équilibre et doivent être financés par les recettes liées à l'exploitation de leurs activités, le budget principal ne pouvant pas leur verser de subventions.

4.1. Le budget Eau

4.1.1 Détermination des résultats

Le Compte Administratif 2018 du Budget Annexe Eau s'établit comme suit :

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
Recettes 2018 (a)	5 528 345,55	Recettes 2018 (d)	11 587 656,74
Dépenses 2018 (b)	6 241 538,11	Dépenses 2018 (e)	8 830 920,73
Solde d'exécution 2018 (a-b)	-713 192,56	Résultat exercice 2018 (d-e)	2 756 736,01
Solde d'exécution 2017 reporté (c)	-2 032 563,00	Résultat exercice 2017 reporté (f)	1 901 287,99
Solde de clôture (a-b+c) = A	-2 745 755,56	Résultat de clôture (d-e+f)	4 658 024,00
RESTES A REALISER		SYNTHESE	
	INVT		
Restes à réaliser recettes (g)	27 621,30	Résultat de fonct. clôture	4 658 024,00
Restes à réaliser dépenses (h)	565 697,42	Solde d'invnt de clôture	-2 745 755,56
Solde restes à réaliser (g-h) = B	-538 076,12	Fonds de roulement avant RAR	1 912 268,44
		Solde des RAR	-538 076,12
Solde de Clôture après RAR = A+B	-3 283 831,68	Fonds de roulement après RAR	1 374 192,32

Le fonds de roulement après prise en compte des restes à réaliser de l'exercice 2018 présente un excédent de **1 374 192,32 €** contre 1 901 287,99 € en 2017.

a) Les mouvements réels

Le tableau suivant synthétise les principaux agrégats du compte administratif pour 2018 exprimés en mouvements réels :

Mouvements réels	2017	2018	Evolution 2018/2017
Recettes réelles fonctionnement	12 123 607,25	11 248 452,97	-7,22%
Dépenses réelles fonctionnement	6 970 021,23	6 372 122,46	-8,58%
Autofinancement de l'exercice (en €)	5 153 586,02	4 876 330,51	-5,38%
Autofinancement en % des recettes	42,5%	43,4%	1,98%
Recettes d'invt hors emprunt et réserves	48 439,00	26 289,88	-45,73%
Emprunts (hors revolving)	3 858 730,60	0,00	-100,00%
Dépenses d'invt hors dette	5 134 134,77	5 436 842,38	5,90%
Rbt dette	4 350 330,60	465 491,96	-89,30%
Besoin de financement de l'exercice	5 577 295,77	5 876 044,46	5,36%
Solde de l'exercice	-423 709,75	-999 713,95	135,94%
Résultats antérieurs y compris 1068	3 884 666,49	2 911 982,39	-25,04%
Fds de roulement avant RAR	3 460 956,74	1 912 268,44	-44,75%
Solde des restes à réaliser	-538 076,12	-538 076,12	0,00%
Fds de roulement après RAR	2 922 880,62	1 374 192,32	-52,99%
Encours de dette au 31/12 (en €)	5 793 530,60	5 328 038,64	-8,03%
Encours/épargne brute (nbre années)	1,12	1,09	-2,81%
Encours /recettes fonct	47.8%	47.3%	-0,88%

Les recettes réelles de fonctionnement (hors mouvements d'ordre) s'établissent à 11 248 452,97 € contre 12 123 607,25 € en 2017, soit une baisse de 7,2 %. Les dépenses réelles de fonctionnement diminuent de 8,6 %, passant de 6 970 021,23 € en 2017 à 6 372 122,46 € en 2018.

Il en résulte un excédent réel de fonctionnement de 4 876 330,51 € contre 5 153 586,02 € en 2017, soit une baisse de 5 % par rapport à 2017, mais un montant sensiblement plus élevé que celui de 2016 qui était de 4 684 k€.

Hors prise en compte de l'affectation en réserves des résultats antérieurs, les recettes d'investissement s'élèvent à 26 289,88 €.

Les dépenses réelles d'investissement (dépenses d'équipement et remboursement de la dette y compris opération de refinancement de dette) atteignent 5 902 334,34 €.

b) Les mouvements d'ordre et report à nouveau

Les mouvements d'ordre (amortissements, écritures de tenue d'actif...) s'équilibrent en dépenses et en recettes pour un montant total de 2 798 002,04 € de la manière suivante :

	Fonctionnement		Investissement	
DEPENSES	Amortissement des biens	2 452 098,27	Amortissement des subventions	339 203,77
	Provisions budgétaires	6 700,00		
		2 458 798,27		339 203,77
RECETTES	Amortissement des subventions	339 203,77	Amortissement des biens	2 452 098,27
			Provisions budgétaires	6 700,00
		339 203,77		2 458 798,27
TOTAL	2 798 002,04		2 798 002,04	

Le résultat de fonctionnement de clôture, après prise en compte du report à nouveau de l'exercice 2017 (1 901 287,99 €) est de 4 658 024,00 €.

Le solde d'exécution de clôture en investissement, après prise en compte du résultat négatif 2017 (- 2 032 563,00 €) est de - 2 745 755,56 €.

c) Les restes à réaliser

Les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées et non mandatées au 31 décembre 2018 et aux recettes justifiées non émises à cette date.

Sur l'exercice 2018, il n'y a pas de restes à réaliser sur la section de fonctionnement.

En investissement, des reports ont été inscrits comme suit :

- Dépenses d'équipement pour 565 697,42 €
- Recettes de subventions pour 27 621,30 €
- Solde des restes à réaliser - 538 076,12 €

Compte tenu de ces reports de crédits, **le besoin de financement de clôture de la section d'investissement est de - 3 283 831,68 €.** Le montant disponible en fonctionnement s'établit donc à **1 374 192,32 €** soit le besoin de financement de la section d'investissement après RAR, corrigé du résultat de fonctionnement (4 658 024,00 €).

4.1.2 La section de fonctionnement

a) Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement de l'exercice 2018 comparées à celles de 2017 se répartissent ainsi :

Chapitres	CA 2017	CA 2018	Evol 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
013 - Atténuation de charges	23 889,85	25 677,25	7,48%	0,20%	0,23%
70 - Produits des services	11 984 461,83	11 098 069,52	-7,40%	98,85%	98,66%
74 - Dotations et participations	14 431,00	11 208,00	-22,33%	0,12%	0,10%
75 - Produits de gestion courante	90 657,18	104 271,67	15,02%	0,75%	0,93%
77 - Produits exceptionnels	10 167,39	9 226,53	-9,25%	0,08%	0,08%
TOTAL	12 123 607,25	11 248 452,97	-7,22%	100,00%	100,00%

Les principaux postes sont détaillés ci-après.

- Produits des services :

Ce poste est principalement constitué :

- du produit des ventes d'eau pour 8 176 907,38 € ;

Cette recette est en baisse de 5,7 % par rapport à l'année 2017, les consommations diminuant régulièrement depuis plusieurs années. Ce phénomène a été accentué en 2018, à la suite du décalage en 2017 des dates de relèves (5,3 millions de m³ d'eau facturés en 2017 contre 5 millions de m³ en 2018) ;

- les locations de compteurs représentent 1 274 646,67 €, soit - 11 % par rapport à 2017, la collectivité ayant souhaité que les abonnements soient désormais facturés à terme échu ce qui a provoqué un décalage de recettes sur l'année 2019,
- la redevance pollution domestique atteint 1 142 668,64 € (montant quasi similaire à 2017),
- les recettes perçues dans le cadre de travaux réalisés par Bourges Plus refacturés à des tiers s'élèvent à 156 285,25 €.

- Produits de gestion courante :

Ils représentent 104 k€ en 2018 et sont composés notamment :

- des redevances versées par les opérateurs téléphoniques ayant une antenne sur des bâtiments exploités par Bourges Plus : 62 k€,
- de recettes à l'encontre de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour les missions de facturations des redevances pollution et modernisation des réseaux de collecte : 34 k€.

- Produits exceptionnels :

Ce chapitre retrace toutes les recettes exceptionnelles et notamment les recouvrements sur créances admises en non-valeur et les régularisations de solde créditeurs suite surestimation des dépenses lors des rattachements de fin d'année.

b) Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement de l'exercice 2018, comparées à celles de 2017, se répartissent ainsi par chapitre :

Chapitres	CA 2017	CA 2018	Evol 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
011 - Charges à caractère général	1 873 268,78	1 850 685,19	-1,21%	26,88%	29,04%
012 - Charges de personnel	2 915 956,78	3 011 299,13	3,27%	41,84%	47,26%
014 - Atténuations de produits	1 154 528,72	1 142 668,64	-1,03%	16,56%	17,93%
65 - Autres charges courantes	95 202,86	98 938,06	3,92%	1,37%	1,55%
66 - Charges financières	711 925,80	112 737,09	-84,16%	10,21%	1,77%
67 - Charges exceptionnelles	219 138,29	155 794,35	-28,91%	3,14%	2,44%
TOTAL	6 970 021,23	6 372 122,46	-8,58%	100,00%	100,00%

Les principaux postes sont détaillés ci-après.

- Charges à caractère général :

Ce poste s'établit à 1 850 685,19 € soit une baisse de 1,21 % par rapport à 2017. Les dépenses les plus importantes sont :

- Achat d'eau : 256 706,72 € ; montant stable par rapport à 2017,
- Fluides (eau, électricité, gaz) : 278 788,56 € (montant en hausse de 10,54 % par rapport à 2017),
- Entretien et réparations sur biens mobiliers et immobiliers : 267 824,33 €,
- Fournitures de petits équipements : 241 605,41 €,
- Locations mobilières et immobilières : 89 297,67 €,
- Redevances versées à l'Agence de l'Eau Loire Bretagne dans le cadre des prélèvements d'eau : 244 445,89 €.

- Charges de personnel :

Ce chapitre regroupe :

- les dépenses liées aux agents directement affectés au service,
- ainsi que celles liées aux personnels imputés sur le budget Principal mais exerçant une partie de leurs activités pour le compte de la compétence eau.

En 2018, ces frais représentent 3 011 299,13 € soit une hausse de 3,3% par rapport à 2017.

- Atténuations de produits :

La collectivité facture pour le compte de l'Agence de l'Eau les redevances pollution et modernisation des réseaux de collecte. Les sommes réellement perçues par la collectivité sont ensuite reversées à l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

- Autres charges courantes :

Sur l'année 2018, il s'agit principalement :

- des dépenses liées aux admissions en non valeurs et créances éteintes : 80 750,43 €.

Chaque année, le comptable de la DDFIP de Bourges présente des états de pertes sur créances irrécouvrables. Il s'agit de créances n'ayant pu faire l'objet de recouvrement malgré toutes les actions engagées par la DDFIP ou ayant bénéficié d'une décision juridique s'opposant à toute action de recouvrement (liquidation judiciaire par exemple),

- de la participation au SMIRNE pour l'alimentation de la Commune de St Michel de Volangis,
- des versements effectués par Bourges Plus dans le cadre du dispositif « mesures agro environnementales territorialisées » pour les campagnes 2016 et 2017.

- Charges financières :

Les charges financières s'élèvent à 112 737,09 € contre 711 925,80 € en 2017, année au cours de laquelle la collectivité avait payé des indemnités de refinancement de dette à hauteur de 500 000 € (cf. point 4.1.4 « Dette »).

- Charges exceptionnelles :

Elles représentent 155 794,35 €. Il s'agit :

- des titres annulés sur exercices antérieurs : 119 539,12 € contre 181 360,44 € en 2017,
- des subventions exceptionnelles versées au SMEAL pour le remboursement d'un emprunt effectué pour la création de chambres de comptage : 13 270 €,
- du remboursement effectué à une autre collectivité pour prise en compte des frais supportés par celle-ci, suite à la mutation d'un agent ayant eu un accident de travail.

4.1.3 La section d'investissement

a) Les recettes d'investissement

Elles se répartissent par chapitre comme suit :

Chapitres	CA 2017	CA 2018	Evol 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
1068 - Résultat mis en réserves	4 015 941,50	3 043 257,40	-24,22%	50,69%	100,00%
13 - Subventions d'investissement	48 439,00	0,00	-100,00%	0,61%	0,00%
16 - Emprunts et dettes (hors revolving)	3 858 730,60	0,01	-100,00%	48,70%	0,00%
20 - Régularisations		26 289,87		0,00%	0,86%
TOTAL	7 923 111,10	3 069 547,28	-61,3%	100,00%	100,00%

b) Les dépenses d'investissement

Elles se présentent ainsi :

Chapitres	CA 2017	CA 2018	Evol 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
16 - Rbt d'emprunts (hors revolving)	4 350 330,60	465 491,96	-89,30%	45,87%	7,89%
20 - Immobilisations incorporelles	209 205,17	338 892,65	61,99%	2,21%	5,74%
21 - Immobilisations corporelles	1 433 275,09	1 652 290,96	15,28%	15,11%	27,99%
23 - Immobilisations en cours	3 491 654,51	3 445 658,77	-1,32%	36,81%	58,38%
TOTAL	9 484 465,37	5 902 334,34	-37,77%	100,00%	100,00%

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 5 436 842,38 € en 2018 contre 5 134 134,77 € en 2017 soit une hausse de près de 6 %.

✓ Immobilisations incorporelles :

Ce chapitre comprend notamment :

- Les acquisitions de logiciels : 219 k€ sachant que des dépenses importantes ont été effectuées sur les années 2017 et 2018 pour l'acquisition d'une nouvelle solution informatique pour la facturation.

- Les études agro-environnementales : 62 k€,
- Les études pour le périmètre de protection de Saint-Ursin : 51 k€.

✓ Immobilisations corporelles :

Les principaux investissements 2018 concernent :

- La mise en place de la télé-relève des compteurs d'eau : 1 197 611,15 €. Le montant global de cette opération gérée dans le cadre d'une autorisation de programme est estimé à 4 215 000 € et doit se terminer en 2020.

- L'achat de matériel roulant : 391 012,88 €,
- L'achat de matériels spécifiques au service de l'Eau : 62 k€.

✓ Immobilisations en cours :

Ce poste comprend :

- Réhabilitation des réseaux : 3 329 k€
 - Dont 1 894 k€ de travaux effectués sur Bourges,
 - Dont 749 k€ de travaux sur la commune de Trouy,
 - Dont 535 k€ concernant les travaux de sécurisation entre Marmagne et Berry Bouy.

- Travaux et aménagements divers et notamment sur les réservoirs : 116 k€.

✓ Emprunts

Le remboursement du capital de la dette s'établit à 465 491,96 € pour l'année 2018 (cf. point 4.1.4 « Dette »).

4.1.4 La dette

L'encours de dette au 31/12/2018 s'établit à 5 328 039 €, soit une baisse de 8 % par rapport à 2017. La capacité de désendettement, exprimée en nombre d'années d'épargne brute, est de 1,09.

Le taux moyen pour la dette du budget annexe de l'Eau est de 2,07 % et la durée de vie résiduelle moyenne de l'encours au 31 décembre 2018 est de 11 ans et 3 mois. Les quatre emprunts restants sont à taux fixe et sont souscrits auprès de 2 prêteurs (SFIL et Crédit Agricole).

4.2. Le budget Assainissement Collectif

4.2.1 Détermination des résultats

Le Compte Administratif 2018 du Budget Annexe Assainissement Collectif s'établit comme suit :

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
Recettes 2018 (a)	5 572 112,59	Recettes 2018 (d)	11 968 674,16
Dépenses 2018 (b)	4 092 043,87	Dépenses 2018 (e)	9 313 875,97
Solde d'exécution 2018 (a-b)	1 480 068,72	Résultat exercice 2018 (d-e)	2 654 798,19
	-1 102		
Solde d'exécution 2017 reporté (c)	144,28	Résultat exercice 2017 reporté (f)	629 712,80
Solde de clôture (a-b+c) = A	377 924,44	Résultat de clôture 2018 (d-e+f)	3 284 510,99
RESTES A REALISER		SYNTHESE	
	INVT		
Restes à réaliser recettes (g)	79 098,60	Résultat de fonct. Clôture 2018	3 284 510,99
Restes à réaliser dépenses (h)	868 312,52	Solde d'invnt de clôture 2018	377 924,44
Solde restes à réaliser (g-h) = B	-789 213,92	Fonds de roulement avant RAR	3 662 435,43
		Solde des RAR	-789 213,92
Solde de Clôture après RAR = A+B	-411 289,48	Fonds de roulement après RAR	2 873 221,51

a) Les mouvements réels

Le tableau suivant synthétise les principaux agrégats du compte administratif pour 2018 exprimés en mouvements réels :

mvts réels	CA 2017	CA 2018	Evolution 2018/2017
Recettes réelles fonctionnement	11 678 033,43	11 727 338,35	0,42%
Dépenses réelles fonctionnement	7 553 535,86	7 553 366,12	0,00%
Autofinancement de l'exercice (en €)	4 124 497,57	4 173 972,23	1,20%
Autofinancement en % des recettes	35,32%	35,59%	0,77%
Recettes d'invnt hors emprunt et réserves	298 360,47	517 569,85	73,47%
Emprunts (hors revolving)	0,00	0,00	
Dépenses d'invnt hors dette	2 159 666,32	3 204 815,58	48,39%
Rbt dette	1 058 219,84	611 683,22	-42,20%
Besoin de financement de l'exercice	2 919 525,69	3 298 928,95	13,00%
Solde de l'exercice	1 204 971,88	875 043,28	-27,38%
Résultats antérieurs	1 582 420,27	2 787 392,15	76,15%
Fds de roulement avant RAR	2 787 392,15	3 662 435,43	31,39%
Solde des restes à réaliser	-900 679,35	-789 213,92	-12,38%
Fds de roulement après RAR	1 886 712,80	2 873 221,51	52,29%
Encours de dette au 31/12 (en €)	5 800 531,36	5 188 848,15	-10,55%
Encours/épargne brute (nbre années)	1,41	1,24	-11,61%
Encours /recettes fonct	49.7%	44.3%	-10,92%

Les recettes réelles de fonctionnement (hors mouvements d'ordre) s'établissent à 11 727 338,35 € contre 11 678 033,43 € en 2017 (hausse de 0,42 %). Les dépenses réelles de fonctionnement sont stables à 7 553 366,12 €.

Il en résulte un excédent réel de fonctionnement de 4 173 972,23 € soit une épargne brute égale à 35,6 % des recettes réelles de fonctionnement.

Hors prise en compte de l'affectation en réserves des résultats antérieurs, les recettes d'investissement s'élèvent à 517 569,85 €. Les dépenses réelles d'investissement (dépenses d'équipement et remboursement de la dette) s'élèvent à 3 816 498,80 € (3 217 886,16 € en 2017).

Après prise en compte des résultats antérieurs et des restes à réaliser, le fonds de roulement de clôture s'établit à 2 873 221,51 €.

b) Les mouvements d'ordre et reports à nouveau

Les mouvements d'ordre (amortissements, écritures de tenue d'actif...) s'équilibrent en dépenses et en recettes de la manière suivante :

	Fonctionnement		Investissement	
DEPENSES	Amortissement des biens	1 753 709,85	Amortissement des subventions	241 335,81
	Provisions (régime budgétaire)	6 800,00		
		1 760 509,85		241 335,81
RECETTES	Amortissement des subventions	241 335,81	Amortissement des biens	1 753 709,85
			Provisions (régime budgétaire)	6 800,00
		241 335,81		1 760 509,85
TOTAL		2 001 845,66	TOTAL	2 001 845,66

Le résultat de fonctionnement de clôture après prise en compte du report à nouveau de l'exercice 2017 (629 712,80 €) est porté à 3 284 510,99 €.

Le solde d'exécution de clôture en investissement, après prise en compte du solde déficitaire 2017 (- 1 102 144,28 €) est de 377 924,44 €.

c) Les restes à réaliser

Les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées et non mandatées au 31 décembre 2018 et aux recettes justifiées non émises à cette date.

Sur l'exercice 2018, il n'y a pas de restes à réaliser sur la section de fonctionnement.

En investissement, les reports suivants ont été inscrits :

- Dépenses d'équipement pour 868 312,52 €
- - Recettes d'équipement pour 79 098,60 €
- Solde des restes à réaliser : - 789 213,92 €

Les dépenses d'équipement inscrites en reports concernent :

- Des frais d'études et des acquisitions de logiciels pour 49 873,51 €,
- Du matériel de transport pour 333 456,18 €,
- Des dépenses diverses dont du matériel d'exploitation pour 4 329,16 €,
- Des travaux pour 480 653,67 €.

Les recettes reportées sont liées à une subvention provenant de l'Agence de L'Eau Loire Bretagne pour les travaux de transfert des effluents de Trouy vers la station d'épuration de Bourges.

Compte tenu de ces reports de crédits, **le besoin de financement de clôture de la section d'investissement est de - 411 289,48 €.** **Le montant disponible de la section de fonctionnement à affecter s'établit à 2 873 221,51 €** soit le besoin de financement de la section d'investissement après RAR, corrigé du résultat de fonctionnement (3 284 510,99 €).

4.2.2 La section de fonctionnement

a) Les recettes réelles

Les recettes réelles de fonctionnement de l'exercice 2018 se répartissent ainsi :

Chapitres	CA 2017	CA 2018	Evolution 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
013 Atténuation de charges	34 416,35	82 674,26	140,22%	0,29%	0,70%
70 Produits des services	11 310 213,76	11 214 394,50	-0,85%	96,85%	95,63%
74 Dotations et participations	64 263,90	59 733,24	-7,05%	0,55%	0,51%
75 Produits de gestion courante	252 638,41	364 035,99	44,09%	2,16%	3,10%
77 Produits exceptionnels	16 501,01	6 500,36	-60,61%	0,14%	0,06%
TOTAL	11 678 033,43	11 727 338,35	0,42%	100,00%	100,00%

Il convient de noter les évolutions des chapitres suivants :

✓ Les produits des services

Ce chapitre est composé :

- des redevances facturées aux usagers du service
Ces recettes s'élèvent en 2018 à 9 279 k€, soit une baisse de 3,1% par rapport à l'année 2017. Comme pour les recettes d'eau, cela est lié à la baisse des consommations constatées depuis plusieurs années, phénomène accentué par un décalage des dates de relèves sur 2017, ce qui a eu un impact en 2018.
- des Participations pour raccordement à l'égout (PRE), les Participations pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) et les Participations pour Branchement représentent 1 001 k€ en 2018 soit une hausse de 26 % par rapport à l'exercice 2017.
- De la redevance pour modernisation des réseaux de collecte perçue pour le compte de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne s'élève à 826 k€ contre 843 k€ en 2017.
- Enfin, le personnel payé sur le budget Assainissement Collectif et mis à disposition du SPANC est refacturé pour l'exercice 2018 à hauteur de 100 k€, somme quasi équivalente à 2017.

✓ Les produits de gestion courante

Ce chapitre comprend principalement les travaux d'assainissement facturés (112 455,78 € en 2018 contre 136 919,56 € en 2017) et les produits liés au traitement des matières de vidange et lixiviats, en forte hausse par rapport à l'année précédente (239 784,21 € en 2017 contre 115 718,85 € en 2017).

✓ Les atténuations de charges

Ce chapitre regroupe les recettes perçues dans le cadre des remboursements liés notamment aux arrêts de travail.

✓ Les produits exceptionnels

Les recettes sur ce chapitre s'élèvent à 6 500,36 €. Il s'agit principalement de recettes liées à des sinistres ainsi que des régularisations d'écritures comptables.

b) Les dépenses réelles

Les dépenses réelles de fonctionnement de l'exercice 2018 se répartissent ainsi par chapitre :

Chapitres	CA 2017	CA 2018	Evolution 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
011 - Charges à caractère général	2 704 405,07	2 733 646,40	1,08%	35,80%	36,19%
012 - Charges de personnel	3 394 475,31	3 359 620,03	-1,03%	44,94%	44,48%
014 - Atténuations de produits	843 476,00	827 185,91	-1,93%	11,17%	10,95%
65 - Autres charges courantes	48 389,74	92 322,94	90,79%	0,64%	1,22%
66 - Charges financières	347 823,36	221 848,40	-36,22%	4,60%	2,94%
67 - Charges exceptionnelles	214 966,38	318 742,44	48,28%	2,85%	4,22%
TOTAL	7 553 535,86	7 553 366,12	0%	100,00%	100,00%

Il faut principalement noter les éléments suivants :

✓ Les charges à caractère général

Elles augmentent de 1 % par rapport à 2017. Elles correspondent notamment aux fluides (449 k€, représentant 16,4 % du chapitre) et aux prestations externalisées de traitement des boues et des matières de vidange (848 k€ en 2018, soit 31,4 % des dépenses de ce chapitre).

✓ Les charges de personnel

Elles comprennent les dépenses des agents directement affectés au service (2 811 k€) et la quote-part des agents rémunérés par le budget Principal et le budget annexe Eau mais affectés en partie sur le budget annexe Assainissement Collectif (548 k€).

✓ Les atténuations de produits

Il s'agit du reversement de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte à l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

✓ Les autres charges de gestion courante

Ce chapitre comptabilise les créances admises en non-valeur et les créances éteintes.

✓ Les charges financières

Ce chapitre est en forte baisse par rapport à 2017, année au cours de laquelle un remboursement anticipé avait été effectué.

✓ Les charges exceptionnelles

Elles correspondent principalement à des dégrèvements accordés concernant les redevances assainissement facturées sur les années antérieures.

4.2.3 La section d'investissement

a) Les recettes réelles

Elles se répartissent par chapitre comme suit :

Recettes d'investissement	CA 2017	CA 2018	Evolution 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
1068 - Résultat mis en réserves	1 898 547,01	3 259 823,63	71,70%	86,42%	86,30%
13 - Subventions d'invnt	298 360,47	517 569,85	73,47%	13,58%	13,70%
TOTAL	2 196 907,48	3 777 393,48	71,94%	100,00%	100,00%

✓ Réserves

Comme en 2017, plus de 85 % des recettes d'investissement correspondent à des réserves (résultats antérieurs affectés en investissement). En 2018, ce chapitre comprend :

- l'affectation obligatoire pour couvrir le déficit d'investissement ainsi que les restes à réaliser : 2 002 823,63 €
- mais aussi une dotation complémentaire affectée pour le financement de la nouvelle station d'épuration communautaire : 1 257 000 €.

✓ Subventions d'investissement

Il s'agit :

- des subventions versées par l'Agence de L'Eau Loire Bretagne : 459 774,11 €

Ces subventions ont été versées dans le cadre de la réalisation du programme d'autosurveillance des réseaux et pour les études liées à la création d'une future station d'épuration communautaire ainsi que pour les travaux de transfert des effluents de Trouy et de Morthomiers vers la station d'épuration de Bourges,

- de la subvention versée par le Conseil Départemental du Cher pour les travaux de transfert des effluents de Morthomiers vers la station d'épuration de Bourges : 39 702 €,
- de participations diverses versées par des usagers dans le cadre de la réalisation de travaux par la Communauté d'Agglomération : 18 093,74 €.

✓ Emprunt

En 2018, aucun emprunt n'a été mobilisé sur le budget assainissement collectif.

b) Les dépenses réelles

Elles se présentent ainsi :

Dépenses d'investissement	CA 2017	CA 2018	Evolution 2018/2017	Structure 2017	Structure 2018
16 - Rbt d'emprunts (hors revolving)	1 058 219,84	611 683,22	-42,20%	32,89%	16,03%
20 - Immobilisations incorporelles	237 865,90	868 553,46	265,14%	7,39%	22,76%
21- Immobilisations corporelles	360 131,96	548 544,00	52,32%	11,19%	14,37%
23- Immobilisations en cours	1 561 668,46	1 787 718,12	14,47%	48,53%	46,84%
TOTAL	3 217 886,16	3 816 498,80	18,60%	100,00%	100,00%

Les principales dépenses sont détaillées ci-dessous.

✓ Remboursement d'emprunts

Il s'agit du remboursement du capital des emprunts détenus par Bourges Plus (cf. point 4.2.4 « Dette »).

En 2018, la collectivité a réalisé 3 204 k€ de dépenses d'équipement réparties comme suit :

✓ Immobilisations incorporelles

Ce chapitre regroupe les frais d'études ainsi que les acquisitions de logiciels : 868 k€.

En 2018, la collectivité a procédé notamment aux mandatements :

- D'une partie des frais d'études concernant la nouvelle station d'épuration communautaire : 847 k€,
- De frais d'études concernant la mise en place de schémas directeurs et l'acquisition de logiciels informatiques : 21 k€.

✓ Immobilisations corporelles

Ce poste comprend principalement :

- l'acquisition de matériels de transport : 393 k€,
- L'acquisition de matériels spécifiques à l'assainissement ainsi que la réalisation de petits travaux sur les réseaux d'assainissement : 149 k€.

✓ Immobilisations en cours

Il s'agit principalement de travaux :

- De réhabilitation ou d'extension de réseaux pour 1 268 k€,
- De transfert des effluents de Morthomiers vers la station d'épuration de Bourges : 398 k€ (opération faisant l'objet d'une autorisation de programme d'un montant global de 1 220 000 €),
- sur les stations d'épuration et les stations de refoulement pour 121 k€.

4.2.4 La dette

L'encours de dette au 31/12/18 s'établit ainsi à 5 188 848,15 €, soit en diminution de – 10,5 % par rapport à 2017. Il représente 44,3 % des recettes réelles de fonctionnement (49,7 % en 2017).

La capacité de désendettement, exprimée en nombre d'années d'épargne brute, est de 1,24 (contre 1,41 en 2017), ce qui traduit l'amélioration financière et la qualité de signature de la collectivité.

Le taux moyen pour la dette du budget annexe Assainissement Collectif est de 4,07 % et la durée moyenne de vie résiduelle de l'encours au 31 décembre 2018 est de 10 ans et 3 mois. Les 10 emprunts restants sont à taux fixe et sont souscrits auprès de 7 prêteurs.

Enfin, le marché de conception - réalisation de la station d'épuration communautaire ayant été conclu en 2018, 32 millions d'euros de prêts ont été signés dans le cadre de son financement mais non mobilisés au 31/12/2018. Ils sont assortis d'une phase de mobilisation pouvant aller jusqu'en 2023, pour des durées s'échelonnant entre 25 et 40 ans.

4.3. Le budget Assainissement Non Collectif

4.3.1 Détermination des résultats

Le Compte Administratif 2018 du Budget Annexe Assainissement Non Collectif s'établit comme suit :

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
Recettes 2018 (a)	628,00	Recettes 2018 (d)	150 708,98
Dépenses 2018 (b)	0,00	Dépenses 2018 (e)	135 813,21
Solde d'exécution 2018 (a-b)	628,00	Résultat exercice 2018 (d-e)	14 895,77
Solde d'exécution 2017 reporté (c)	1 884,00	Résultat exercice 2017 reporté (f)	39 712,75
Solde de clôture (a-b+c) = A	2 512,00	Résultat de clôture 2018 (d-e+f)	54 608,52
RESTES A REALISER		SYNTHESE	
	INVT		
Restes à réaliser recettes (g)		Résultat de fonct. Clôture 2018	54 608,52
Restes à réaliser dépenses (h)		Solde d'invnt de clôture 2017	2 512,00
Solde restes à réaliser (g-h) = B	0,00	Fonds de roulement avant RAR	57 120,52
Solde de Clôture après RAR = A+B	2 512,00	Solde des RAR	0,00
		Fonds de roulement après RAR	57 120,52

Les recettes réelles de fonctionnement (hors mouvements d'ordre) s'établissent à 150 708,98 € tandis que les dépenses réelles de fonctionnement sont de 135 185,21 € ; il en résulte un excédent réel de fonctionnement de 15 523,77 € sur l'année 2018. En section d'investissement, il n'y a eu aucune écriture hors mouvements d'ordre.

Les mouvements d'ordre (amortissement des biens) s'équilibrent en dépenses et en recettes pour un montant total de 628 € de la manière suivante :

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	628,00 €	
Recette		628,00 €
Total	628,00 €	628,00 €

Après prise en compte des opérations d'ordre, les résultats par section 2018 s'établissent comme suit :

- + 14 895,77 € en fonctionnement,
- + 628,00 € en investissement.

Les résultats de clôture fin 2018 après prise en compte du report à nouveau de l'exercice 2017 sont portés à :

- 54 608,52 € pour la section de fonctionnement,
- 2 512,00 € pour la section d'investissement.

4.3.2 La section de fonctionnement

a) Les recettes réelles

Les recettes de fonctionnement sont constituées :

- des redevances d'assainissement non collectif : 136 668,24 €,
- des frais de contrôles des installations : 9 075,14 €,
- de la redevance pour défaut d'installations d'assainissement non collectif : 154,55 €,
- de la perception d'une subvention de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour le contrôle de conception et de réalisation des installations : 3 900,03 €,
- de recettes diverses et recettes exceptionnelles : 911,02 €.

b) Les dépenses réelles

Les dépenses de fonctionnement sont constituées comme suit :

- des charges à caractère général : 31 605,03 € dont 18 284,71 € sont liées aux charges d'occupation du Prado,
- des charges de personnel : 103 133,06 €, correspondant au salaire des agents du SPANC, initialement payés sur le budget assainissement collectif et refacturés en fin d'année,
- des créances irrécouvrables : 237,87 €,
- des charges exceptionnelles pour 209,25 € et correspondant à des titres annulés sur exercices antérieurs.

4.3.3 La section d'investissement

Aucune dépense n'est à constater en investissement pour l'exercice 2018, ni aucun reste à réaliser. Les seules recettes d'investissement réalisées correspondent à l'amortissement du mobilier acquis les années précédentes, soit 628 €.

PRESENTATION **CONSOLIDEE** **2018**

Les éléments consolidés qui suivent constituent une agrégation des données de tous les budgets de la collectivité.

Il convient de préciser:

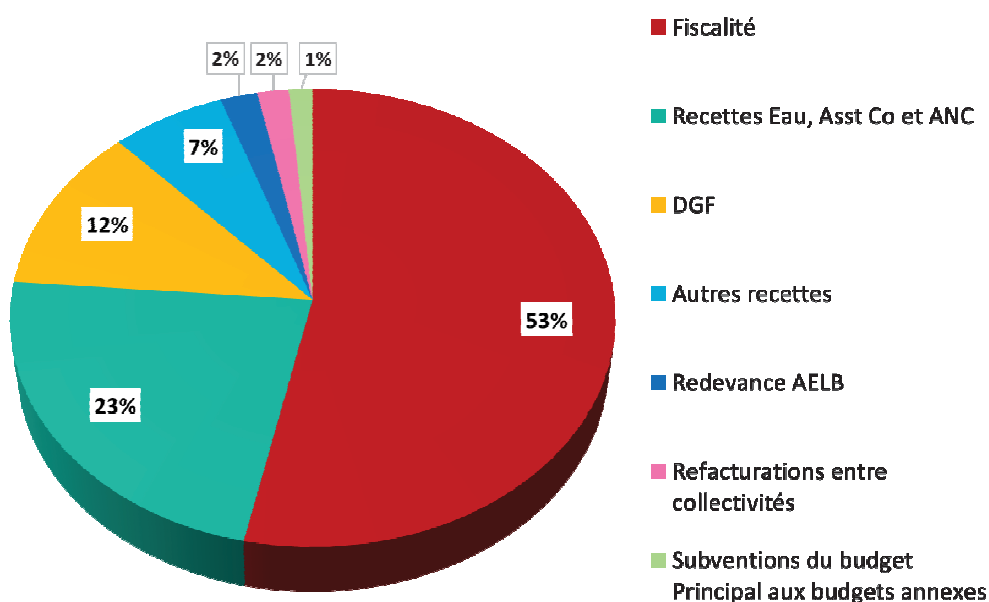
- Qu'il n'y a eu aucun retraitement des flux réciproques entre budgets,
- Que pour les budgets annexes Parcs d'activités de la Voie Romaine et du Moutet, l'ensemble des écritures ont été comptabilisées en investissement, compte tenu de la nature particulière de ces opérations.

1. La section de fonctionnement consolidée

1.1 Les recettes réelles de fonctionnement consolidées

En €	Crédits votés	Recettes titrées	Taux d'exécution
Principal	67 607 348,77	67 323 233,36	99,58 %
Eau	11 418 062,01	11 248 452,97	98,51 %
Assainissement Collectif	11 797 534,33	11 727 338,35	99,40 %
SPANC	124 237,25	150 708,98	121,31 %
Lahitolle	421 800,00	454 847,07	107,83 %
Voie Romaine (retraité en invt)	0,00	0,00	s.o.
Archéologie	669 410,00	615 715,54	91,98 %
Moutet (retraité en invt)	0,00	0,00	s.o.
Activités Locatives	1 083 476,00	889 600,77	82,11 %
TOTAL	93 121 868,36	92 409 897,04	99,24 %
Rappel exercice 2017 – Montants consolidés	95 055 795,50	95 461 497,39	100,43 %

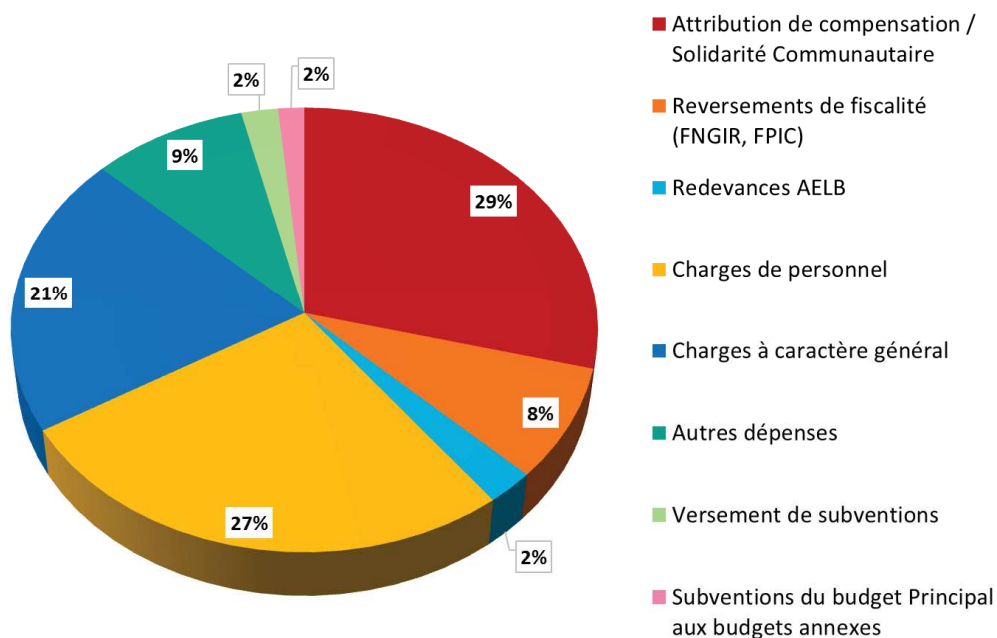
Répartition des recettes réelles de fonctionnement



1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement consolidées

En €	Crédits votés	Mandatées	Taux d'exécution
Principal	66 965 552,81	65 104 214,28	97,22 %
Eau	7 240 350,00	6 372 122,46	88,01 %
Assainissement	8 349 562,80	7 553 366,12	90,46 %
SPANC	163 250,00	135 185,21	82,81 %
Lahitolle	125 500,00	97 394,32	77,61 %
Voie Romaine (retraité en Invt)	0,00	0,00	s.o.
Archéologie	669 410,00	615 715,54	91,98 %
Moutet (retraité en Invt)	0,00	0,00	s.o.
Activités Locatives	724 950,00	622 500,36	85,87 %
TOTAL	84 238 575,61	80 500 498,29	95,56 %
<hr/>			
Rappel exercice 2017 – Montants consolidés	84 265 723,41	79 519 680,23	94,37 %

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement



1.3 Evolution des chapitres de fonctionnement

En €	2017	2018	Variation
011 – Charges à caractère général <u>hors Voie Romaine et Moutet</u>	16 228 893	16 577 274	+ 2,15 %
012 – Charges de personnel	21 309 580	21 610 400	+ 1,41 %
014 – Atténuation de produits (AC, DSC, FNGIR, FPIC,...)	32 542 595	31 900 490	- 1,97 %
65 et 67 – Autres charges de gestion courante et charges exceptionnelles	8 110 439	9 816 649	+ 21,04 %
66 – Charges financières	1 328 173	595 685	- 55,15 %
TOTAL	79 519 680	80 500 498	+ 1,23 %

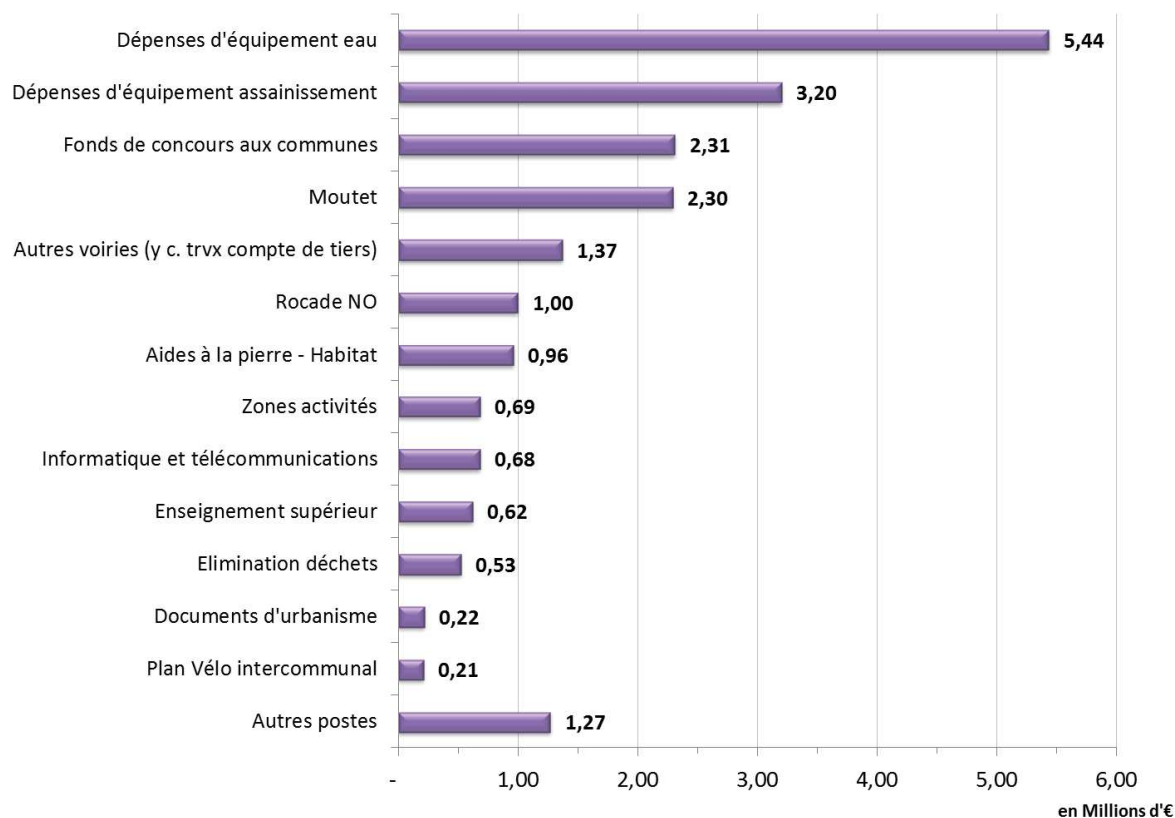
2. La section d'investissement consolidée

2.1 Les dépenses réelles d'investissement consolidées

En €	Crédits votés	Mandatées	Taux d'exécution
Principal	14 796 236,96	10 982 214,12	74,2%
Eau	6 128 415,70	5 436 842,38	88,7%
Assainissement	5 220 082,16	3 204 815,58	61,4%
SPANC	2 584,00	0,00	0,0%
Lahitolle	278 853,33	104 639,40	37,5%
Voie Romaine	78 000,00	71 410,74	91,6%
Moutet	2 692 800,00	2 297 084,24	85,3%
Activités Locatives	167 300,06	89 101,67	53,3%
Sous-total	29 364 272,21	22 186 108,13	75,6%
Autres dépenses (dont dette hors revolving)	4 620 616,34	3 488 366,58	75,5%
TOTAL	33 984 888,55	25 674 474,71	75,5%

En 2018, amélioration du taux d'exécution d'un point par rapport à 2017 (74,58 %).

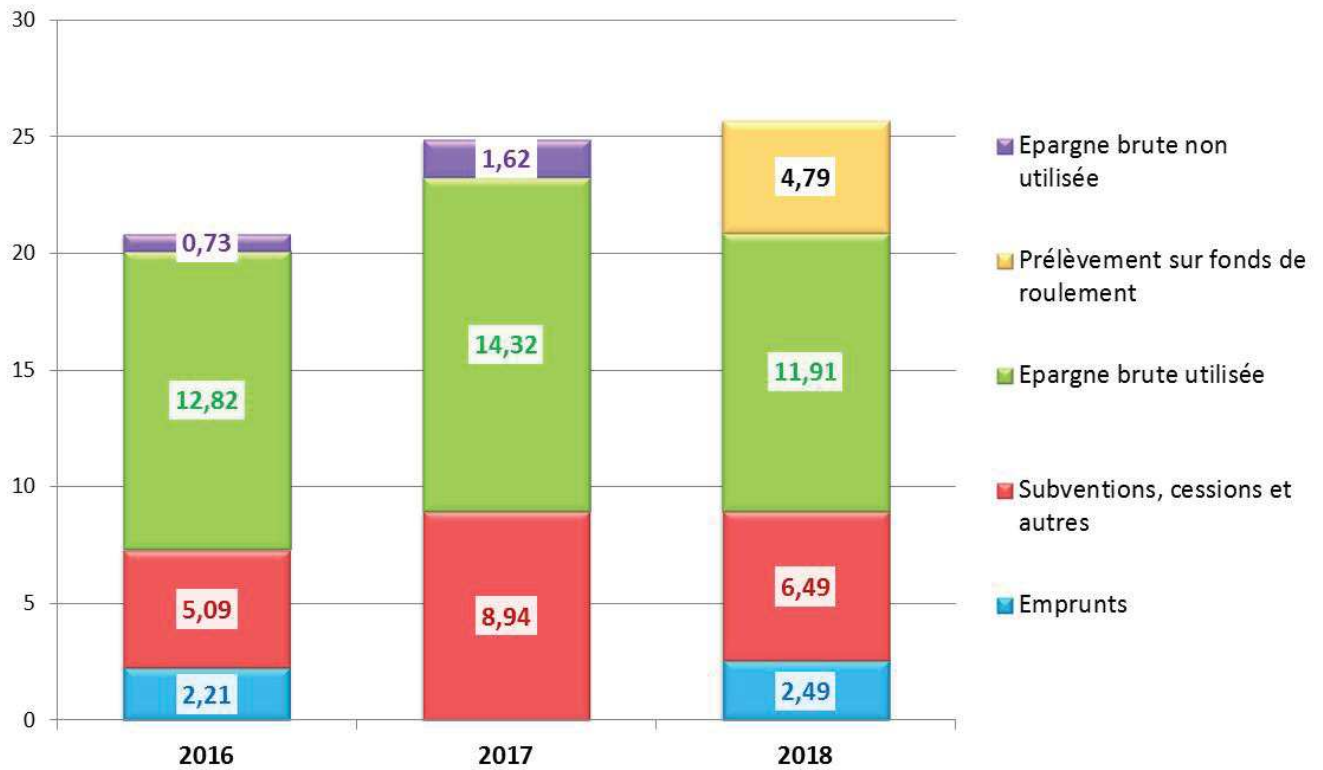
Répartition des dépenses réelles d'investissement



2.2 Le financement des dépenses d'investissement

en Millions d'€

Financement des dépenses réelles d'investissement



3. Rétrospective exécution des budgets

Mouvements Réels en M€ (sans neutralisation des flux réciproques)	CA 2016	CA 2017	CA 2018	Variation 2018 / 2017
Recettes réelles de fonctionnement (y c. cessions)	92,95	95,46	92,41	- 3,20 %
Dépenses réelles de fonctionnement	79,40	79,52	80,50	1,23 %
AUTOFINANCEMENT (1)	13,55	15,94	11,91	- 25,28 %
Recettes d'investissement (hors dette y c. cessions)	5,09	8,94	6,49	- 27,40 %
Dépenses d'investissement (hors dette)	16,53	20,72	23,49	13,36 %
Remboursement d'emprunt (hors 166)	3,58	2,54	2,19	- 13,97 %
Recette d'emprunt (hors 166)	2,20	0,00	2,49	s.o.
BESOIN DE FINANCEMENT (2)	12,82	14,32	16,69	16,58 %
Résultat (1-2)	0,73	1,62	- 4,78	n.s.
Résultat antérieur reporté (3)	12,79	13,52	15,13	11,92 %
Résultat de clôture (1-2+3)	13,52	15,14	10,35	- 31,66 %
Reports (Recettes – Dépenses)	- 1,97	- 4,24	- 3,74	- 11,74 %
Solde après reports	11,55	10,90	6,61	- 39,41 %

4. Résultats de clôture par budget

En M€	Résultat de l'exercice	Résultat antérieur reporté	Résultat de clôture de l'exercice	Restes à réaliser 2018	Fonds de roulement
Principal	- 4,74	8,94	4,20	- 2,41	1,79
Eau	- 1,00	2,91	1,91	- 0,54	1,37
Assainissement	0,88	2,79	3,66	- 0,79	2,87
SPANC	0,02	0,04	0,06	0,00	0,06
Lahitolle	- 0,03	0,03	0,00	0,00	0,00
Voie Romaine	0,16	0,36	0,52	0,00	0,52
Archéologie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Moutet	- 0,02	0,02	0,00	0,00	0,00
Activités Locatives	- 0,03	0,03	0,00	0,00	0,00
TOTAL	- 4,77	15,12	10,35	- 3,74	6,61
Rappel exercice 2017 – Montants consolidés	1,60	13,52	15,12	- 4,24	10,88

5. La dette consolidée, la trésorerie et les garanties d'emprunt accordées

5.1. La dette

La présente partie sera consacrée à l'examen de l'encours de dette au 31/12/18.

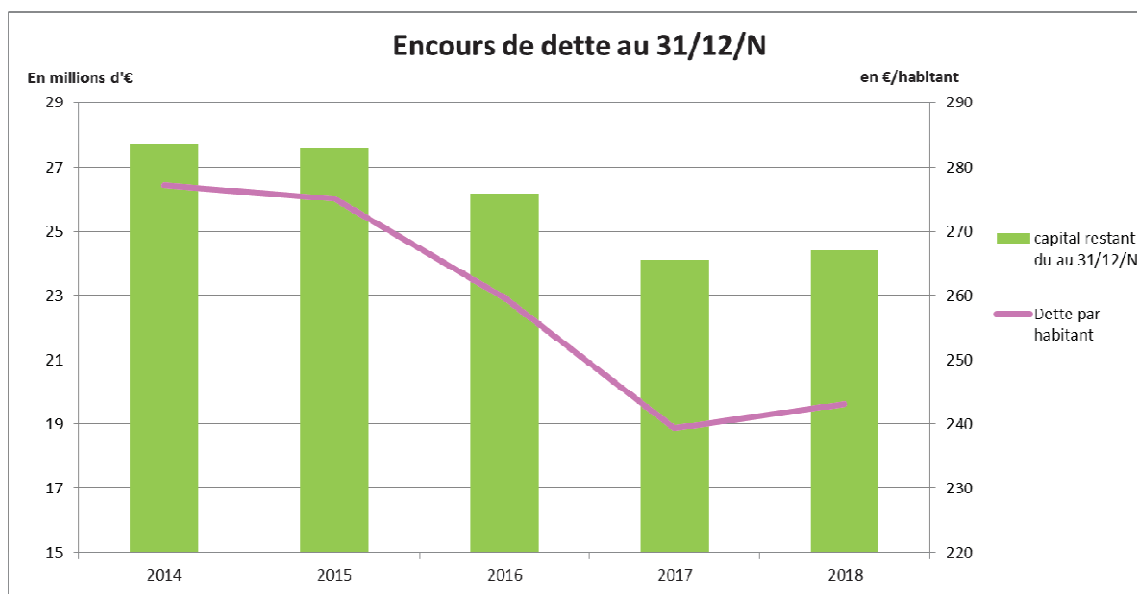
Après une période de désendettement entre 2015 et 2017, l'exercice 2018, connaît une légère augmentation de l'encours, soit +1,3 % par rapport à 2017, tous budgets consolidés :

	Encours au 31/12/17 (€)	Rbt Capital 2018(€) (hors <u>rbtn</u> anticipés)	Rbt anticipé 2018	Emprunts 2018 mobilisés (€)	Encours au 31/12/18 (€)	Var dette 2018/2017
BUDGET PRINCIPAL	3 694 208	303 824	217 913	2 490 000	5 662 471	53,3%
EAU	5 793 531	465 492			5 328 039	-8,0%
ASSAINISSEMENT COLLECTIF	5 800 531	611 683			5 188 848	-10,5%
LAHITOLLE	3 868 333	286 667			3 581 666	-7,4%
LOCATION TVA	4 949 420	299 678			4 649 742	-6,1%
TOTAL	24 106 023	1 967 344	217 913	2 490 000	24 410 766	1,3%
		2 185 257				

Le recours à l'emprunt a été rendu nécessaire sur le budget Principal, notamment en raison de la diminution des produits fiscaux, et afin de conserver un minimum de fonds de roulement en fin d'exercice, tout en remboursant par anticipation des produits à taux élevés :

Budget	Prêteur	Taux d'intérêt	Terme initial	Rbt anticipé (€)	Indemnité	Economie d'intérêts
Principal	SFIL	taux fixe 4,72 %	2026	79 346	15 200	1 463
Principal	SFIL	taux fixe 4,72 %	2026	138 568	26 500	2 197
				217 913	41 700	3 660

L'évolution de la dette consolidée sur les cinq dernières années a été la suivante :



Le taux moyen de la dette diminue à nouveau en 2018 sous l'effet des remboursements anticipés et de la conclusion d'un emprunt à taux variable :

	Taux d'intérêt moyen au 31/12				
	2014	2015	2016	2017	2018
BUDGET PRINCIPAL	3.48%	2,88%	3.04%	2.94%	1.96%
EAU	5.07%	5,06%	5.22%	2.06%	2.07%
ASSAINISSEMENT COLLECTIF	4.25%	4,09%	4.15%	4.09%	4.07%
LAHITOLLE	1.53%	1,60%	0.75%	0.73%	0.74%
ACTIVITES LOCATIVES	2.32%	2.15%	1.70%	1.69%	1.68%
VOIE ROMAINE	4.00%	so	so	so	so
TOTAL	3.86%	3,59%	3.18%	2.39%	2.20%

Ainsi, comparée à 2014, la charge de la dette coûte 43% moins cher en 2018.

La répartition par prêteurs au 31/12/18 se présente comme suit :

Prêteur	Capital restant dû	% du CRD
GROUPE CREDIT AGRICOLE	8 394 536 €	34,39%
SFIL CAFFIL	6 841 762 €	28,03%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 145 197 €	16,98%
CAISSE D'EPARGNE	2 254 634 €	9,24%
CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 633 169 €	6,69%
Autres prêteurs	1 141 468 €	4,68%
Ensemble des prêteurs	24 410 766 €	100,00%

La durée moyenne résiduelle de la dette consolidée est de 13 ans fin 2018.

L'ensemble de la dette est toujours classée dans la catégorie 1A de la charte Gissler, soit le niveau de risque le plus faible (absence d'emprunt toxique et produit structuré...), et demeure majoritairement conclue à taux fixe (62% de l'encours). Notre exposition aux aléas de marché reste ainsi modérée. Elle nous a permis, jusqu'à présent de bénéficier du niveau faible des taux d'intérêt.

Type	Encours (en €)	% d'exposition	Taux moyen 2018
Fixe	15 138 459	62%	2.96 %
Variable Euribor	5 127 110	21%	0.69 %
Variable Livret A	4 145 197	17%	1.31 %
Total	24 410 766	100,00%	2,20 %

	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Variation encours de dette en M€	- 0,13	- 1,38	- 2,08	+0,3	s.o.
Encours de dette au 31/12/N en M€	27,57	26,19	24,11	24,41	+ 1,24 %
Capacité de désendettement (en nombre d'années)	1,27	1,9	1,5	2,05	+ 36,7 %

5.2. Les garanties d'emprunt accordées

En matière de dette garantie, Bourges Plus, au 31/12/2018, est engagée à hauteur de 2,6 M€, représentant une annuité garantie de 0,17 M€ en 2019. Cet encours de dette garantie ne porte aujourd'hui que sur 3 opérations (Résidence Lahitolle, ZA Echangeur et Logements Avaricum).

5.3. La trésorerie

La trésorerie disponible au 1^{er} janvier 2019 s'élève à 3,5 M€, contre 6,2 M€ au 1^{er} janvier 2018. Cette diminution est en partie liée à la diminution des produits de fiscalité et à l'augmentation des dépenses d'investissement.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24180050700022	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT BOURGES PLUS
--	--

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE DE BOURGES-MUNICIPALE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : EAU (2)

ANNEE 2018

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	4
-----------------------------	---

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	10
B2 - Balance générale du budget - Recettes	11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	18

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	19
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	20
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	24
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	26
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	27
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	29
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	30
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes	31
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	32
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	33
A3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	34
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	35
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	37
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	41
A8.3 - Opérations liées aux cessions	42
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	43
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	44
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires Délibération n°21 du 07/12/2015.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	8 830 920,73	G	11 587 656,74	G-A	2 756 736,01
	Section d'investissement	B	6 241 538,11	H	5 528 345,55	H-B	-713 192,56

		DEPENSES		RECETTES	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 901 287,99 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	2 032 563,00 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	17 105 021,84	Q= G+H+I+J	19 017 290,28	=Q-P	1 912 268,44

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation		E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement		F	565 697,42	L	27 621,30
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1		= E+F	565 697,42	= K+L	27 621,30

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	8 830 920,73	= G+I+K	13 488 944,73	4 658 024,00	
	Section d'investissement	= B+D+F	8 839 798,53	= H+J+L	5 555 966,85	-3 283 831,68	
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	17 670 719,26	= G+H+I+J+K+L	19 044 911,58	1 374 192,32	

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés		0,00		
70	Ventes produits fabriqués, prestations				0,00
73	Produits issus de la fiscalité				0,00
74	Subventions d'exploitation				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	565 697,42	L	27 621,30
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	27 621,30
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	83 767,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	6 378,08	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	475 552,34	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

BUDGET EAU

Liste des reports - dépenses Exercice 2018 vers 2019

Nature	Fonction	Objet de l'engagement	Montant Budgétaire
Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles			83 767,00 €
2031		Frais d'études	68 629,00 €
2051		Concessions et droits assimilés	15 138,00 €
Chapitre 21 - Immobilisation corporelles			6 378,08 €
21561		Matériel spécifique d'exploitation - Service de distribution d'eau	6 378,08 €
Chapitre 23 - Immobilisations en cours			475 552,34 €
2315		Installations, matériel et outillage techniques	475 552,34 €
TOTAL			565 697,42 €

Arrêté le présent état à la somme de cinq cent soixante-cinq mille six cent quatre-vingt-dix-sept euros et quarante-deux centimes.

A Bourges, le 23 janvier 2019
Pour le Président et par délégation,



Le Vice-Président,
Gérard SANTOSUOSSO

BUDGET EAU

Liste des reports - recettes Exercice 2018 vers 2019

Nature	Fonction	Objet de l'engagement	Montant Budgétaire
Chapitre 13 - Subventions d'investissement reçues			27 621,30 €
13111		Subvention d'équipement - Agence de l'Eau	27 621,30 €
TOTAL			27 621,30 €

Arrêté le présent état à la somme de vingt-sept mille six cent vingt-et-un euros et trente centimes.

A Bourges, le 23 janvier 2019
Pour le Président et par délégation,



Le Vice-Président,
Gérard SANTOSUOSSO

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	2 209 450,00	1 532 525,60	318 159,59	0,00	358 764,81
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 123 000,00	2 538 299,13	473 000,00	0,00	111 700,87
014	Atténuations de produits	1 310 000,00	118 549,00	1 024 119,64	0,00	167 331,36
65	Autres charges de gestion courante	99 830,00	93 156,43	5 781,63	0,00	891,94
Total des dépenses de gestion courante		6 742 280,00	4 282 530,16	1 821 060,86	0,00	638 688,98
66	Charges financières	228 800,00	85 751,04	26 986,05	0,00	116 062,91
67	Charges exceptionnelles	269 270,00	155 794,35	0,00	0,00	113 475,65
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		7 240 350,00	4 524 075,55	1 848 046,91	0,00	868 227,54
023	Virement à la section d'investissement (4)	3 997 300,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	2 476 700,00	2 458 798,27			17 901,73
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		6 474 000,00	2 458 798,27			4 015 201,73
TOTAL		13 714 350,00	6 982 873,82	1 848 046,91	0,00	4 883 429,27
Pour information		0,00				
D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1						

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	20 000,00	25 677,25	0,00	0,00	-5 677,25
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 262 162,01	10 187 641,49	910 428,03	0,00	164 092,49
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	36 000,00	11 208,00	0,00	0,00	24 792,00
75	Autres produits de gestion courante	99 900,00	104 271,67	0,00	0,00	-4 371,67
Total des recettes de gestion courante		11 418 062,01	10 328 798,41	910 428,03	0,00	178 835,57
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	9 226,53	0,00	0,00	-9 226,53
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		11 418 062,01	10 338 024,94	910 428,03	0,00	169 609,04
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	395 000,00	339 203,77			55 796,23
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		395 000,00	339 203,77			55 796,23
TOTAL		11 813 062,01	10 677 228,71	910 428,03	0,00	225 405,27
Pour information		1 901 287,99				
R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1						

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	458 617,30	338 892,65	83 767,00	35 957,65
21	Immobilisations corporelles	1 671 398,34	1 652 290,96	6 378,08	12 729,30
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 998 400,06	3 445 658,77	475 552,34	77 188,95
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	6 128 415,70	5 436 842,38	565 697,42	125 875,90
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 014 400,00	465 491,96	0,00	548 908,04
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	1 014 400,00	465 491,96	0,00	548 908,04
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	7 142 815,70	5 902 334,34	565 697,42	674 783,94
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	395 000,00	339 203,77		55 796,23
041	Opérations patrimoniales (2)	200 000,00	0,00		200 000,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	595 000,00	339 203,77		255 796,23
	TOTAL	7 737 815,70	6 241 538,11	565 697,42	930 580,17
	Pour information	2 032 563,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	53 121,30	0,00	27 621,30	25 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,01	0,00	-0,01
20	Immobilisations incorporelles	0,00	26 289,87	0,00	-26 289,87
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	53 121,30	26 289,88	27 621,30	-789,88
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	3 043 257,40	3 043 257,40	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	3 043 257,40	3 043 257,40	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	3 096 378,70	3 069 547,28	27 621,30	-789,88
021	Virement de la section d'exploitation (2)	3 997 300,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	2 476 700,00	2 458 798,27		17 901,73
041	Opérations patrimoniales (2)	200 000,00	0,00		200 000,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	6 674 000,00	2 458 798,27		4 215 201,73
	TOTAL	9 770 378,70	5 528 345,55	27 621,30	4 214 411,85
	Pour information	0,00			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 850 685,19		1 850 685,19
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 011 299,13		3 011 299,13
014	Atténuations de produits	1 142 668,64		1 142 668,64
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	98 938,06		98 938,06
66	Charges financières	112 737,09	0,00	112 737,09
67	Charges exceptionnelles	155 794,35	0,00	155 794,35
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	2 458 798,27	2 458 798,27
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés(4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	6 372 122,46	2 458 798,27	8 830 920,73

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 830 920,73
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	339 203,77	339 203,77
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	465 491,96	0,00	465 491,96
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	338 892,65	0,00	338 892,65
21	Immobilisations corporelles (6)	1 652 290,96	0,00	1 652 290,96
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	3 445 658,77	0,00	3 445 658,77
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations(reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	5 902 334,34	339 203,77	6 241 538,11

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	2 032 563,00
--	---------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	8 274 101,11
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	25 677,25		25 677,25
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 098 069,52		11 098 069,52
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	11 208,00		11 208,00
75	Autres produits de gestion courante	104 271,67		104 271,67
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	9 226,53	339 203,77	348 430,30
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	11 248 452,97	339 203,77	11 587 656,74

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	1 901 287,99
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	13 488 944,73
---	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		6 700,00	6 700,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,01	0,00	0,01
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	26 289,87	0,00	26 289,87
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		2 452 098,27	2 452 098,27
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	26 289,88	2 458 798,27	2 485 088,15

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	0,00
---	-------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	3 043 257,40
------------------------------------	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	5 528 345,55
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	2 209 450,00	1 532 525,60	318 159,59	0,00	358 764,81
604	Achats d'études, prestations de services	52 843,70	27 997,34	4 503,70	0,00	20 342,66
605	Achats d'eau	293 000,00	114 854,90	141 851,82	0,00	36 293,28
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	291 842,19	205 092,68	73 695,88	0,00	13 053,63
6062	Produits de traitement	21 000,00	17 314,49	2 692,62	0,00	992,89
6063	Fournitures entretien et petit équipt	250 125,25	231 831,03	9 774,38	0,00	8 519,84
6064	Fournitures administratives	4 200,00	1 685,33	0,00	0,00	2 514,67
6066	Carburants	59 000,00	49 705,24	6 205,73	0,00	3 089,03
6068	Autres matières et fournitures	87 100,00	62 715,12	7 645,42	0,00	16 739,46
611	Sous-traitance générale	40 656,30	27 006,55	4 657,15	0,00	8 992,60
6132	Locations immobilières	54 500,00	45 902,83	0,00	0,00	8 597,17
6135	Locations mobilières	61 000,00	42 784,26	610,58	0,00	17 605,16
614	Charges locatives et de copropriété	1 900,00	1 569,22	0,00	0,00	330,78
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	187 731,00	153 312,63	7 982,30	0,00	26 436,07
61551	Entretien matériel roulant	56 825,00	30 756,39	9 012,00	0,00	17 056,61
61558	Entretien autres biens mobiliers	39 048,81	33 228,03	800,00	0,00	5 020,78
6156	Maintenance	50 818,00	32 110,12	622,86	0,00	18 085,02
6161	Multirisques	21 000,00	14 538,22	0,00	0,00	6 461,78
6168	Autres	43 500,00	38 483,24	0,00	0,00	5 016,76
618	Divers	30 020,00	12 491,31	0,00	0,00	17 528,69
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	110,00	110,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
6228	Divers	40 624,75	30 695,95	4 921,79	0,00	5 007,01
6231	Annonces et insertions	12 700,00	4 824,00	0,00	0,00	7 876,00
6236	Catalogues et imprimés	11 300,00	300,00	0,00	0,00	11 000,00
6241	Transports sur achats	1 000,00	165,51	0,00	0,00	834,49
6248	Divers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6251	Voyages et déplacements	7 000,00	1 333,83	0,00	0,00	5 666,17
6256	Missions	7 000,00	384,10	2 496,10	0,00	4 119,80
6261	Frais d'affranchissement	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00
6262	Frais de télécommunications	56 100,00	46 660,53	9 010,84	0,00	428,63
627	Services bancaires et assimilés	5 000,00	3 335,72	0,00	0,00	1 664,28
6281	Concours divers (cotisations)	7 980,00	4 464,96	3 500,00	0,00	15,04
6283	Frais de nettoyage des locaux	22 000,00	19 211,75	1 008,23	0,00	1 780,02
6287	Remboursements de frais	56 100,00	1 767,83	9 700,00	0,00	44 632,17
6288	Autres	2 475,00	2 138,75	0,00	0,00	336,25
63512	Taxes foncières	53 000,00	44 966,00	0,00	0,00	8 034,00
6353	Impôts indirects	600,00	552,00	0,00	0,00	48,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6358	Autres droits	1 700,00	-2 210,15	3 468,19	0,00	441,96
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	263 000,00	230 445,89	14 000,00	0,00	18 554,11
6378	Autres taxes et redevances	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 123 000,00	2 538 299,13	473 000,00	0,00	111 700,87
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	500 000,00	0,00	473 000,00	0,00	27 000,00
6331	Versement de transport	17 250,00	16 793,83	0,00	0,00	456,17
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	7 100,00	6 718,15	0,00	0,00	381,85
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	12 550,00	12 092,71	0,00	0,00	457,29
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	4 190,00	4 031,34	0,00	0,00	158,66
6411	Salaires, appointements, commissions	1 398 876,00	1 351 131,48	0,00	0,00	47 744,52
6414	Indemnités et avantages divers	416 547,00	407 563,51	0,00	0,00	8 983,49
6415	Supplément familial	16 100,00	15 205,87	0,00	0,00	894,13
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	219 000,00	216 548,21	0,00	0,00	2 451,79
6453	Cotisations aux caisses de retraites	429 130,00	413 721,30	0,00	0,00	15 408,70
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	4 000,00	3 988,99	0,00	0,00	11,01
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	19 260,00	18 603,67	0,00	0,00	656,33

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6475	Médecine du travail, pharmacie	8 697,00	1 609,45	0,00	0,00	7 087,55
648	Autres charges de personnel	70 300,00	70 290,62	0,00	0,00	9,38
014	Atténuations de produits (4)	1 310 000,00	118 549,00	1 024 119,64	0,00	167 331,36
701249	Reversement redevance agence de l'eau	1 310 000,00	118 549,00	1 024 119,64	0,00	167 331,36
65	Autres charges de gestion courante	99 830,00	93 156,43	5 781,63	0,00	891,94
6541	Créances admises en non-valeur	36 800,00	36 648,05	0,00	0,00	151,95
6542	Créances éteintes	44 800,00	44 102,38	0,00	0,00	697,62
658	Charges diverses de gestion courante	18 230,00	12 406,00	5 781,63	0,00	42,37
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		6 742 280,00	4 282 530,16	1 821 060,86	0,00	638 688,98
66	Charges financières (b) (5)	228 800,00	85 751,04	26 986,05	0,00	116 062,91
66111	Intérêts réglés à l'échéance	115 000,00	114 963,33	0,00	0,00	36,67
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-2 200,00	-29 212,29	26 986,05	0,00	26,24
6688	Autre	116 000,00	0,00	0,00	0,00	116 000,00
67	Charges exceptionnelles (c)	269 270,00	155 794,35	0,00	0,00	113 475,65
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	220 000,00	119 539,12	0,00	0,00	100 460,88
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	4 617,67	4 617,67	0,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	8 652,33	8 652,33	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	36 000,00	22 985,23	0,00	0,00	13 014,77
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		7 240 350,00	4 524 075,55	1 848 046,91	0,00	868 227,54
023	Virement à la section d'investissement	3 997 300,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)	2 476 700,00	2 458 798,27			17 901,73
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	2 470 000,00	2 452 098,27			17 901,73
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	6 700,00	6 700,00			0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		6 474 000,00	2 458 798,27			4 015 201,73
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		6 474 000,00	2 458 798,27			4 015 201,73
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		13 714 350,00	6 982 873,82	1 848 046,91	0,00	4 883 429,27
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	26 986,05
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	29 212,29
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-2 226,24

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisionssemi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	20 000,00	25 677,25	0,00	0,00	-5 677,25
64198	Autres remboursements	20 000,00	24 851,50	0,00	0,00	-4 851,50
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	825,75	0,00	0,00	-825,75
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 262 162,01	10 187 641,49	910 428,03	0,00	164 092,49
70111	Ventes d'eau aux abonnés	8 262 062,01	7 481 877,97	695 029,41	0,00	85 154,63
70123	Contre-valeur redevance prélèvement	269 000,00	257 536,43	23 993,61	0,00	-12 530,04
701241	Redevance pollution d'origine domestique	1 310 000,00	1 058 317,52	84 351,12	0,00	167 331,36
70128	Autres taxes et redevances	67 600,00	63 911,17	2 120,37	0,00	1 568,46
704	Travaux	45 000,00	156 285,25	0,00	0,00	-111 285,25
7064	Locations de compteurs	1 308 500,00	1 169 713,15	104 933,52	0,00	33 853,33
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	36 000,00	11 208,00	0,00	0,00	24 792,00
748	Autres subventions d'exploitation	36 000,00	11 208,00	0,00	0,00	24 792,00
75	Autres produits de gestion courante	99 900,00	104 271,67	0,00	0,00	-4 371,67
752	Revenus des immeubles	58 500,00	62 842,01	0,00	0,00	-4 342,01
7588	Autres	41 400,00	41 429,66	0,00	0,00	-29,66
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		11 418 062,01	10 328 798,41	910 428,03	0,00	178 835,57
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	9 226,53	0,00	0,00	-9 226,53
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	2 441,62	0,00	0,00	-2 441,62
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	1 640,00	0,00	0,00	-1 640,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	5 144,91	0,00	0,00	-5 144,91
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		11 418 062,01	10 338 024,94	910 428,03	0,00	169 609,04
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	395 000,00	339 203,77			55 796,23
722	Immobilisations corporelles	50 000,00	0,00			50 000,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	345 000,00	339 203,77			5 796,23
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		395 000,00	339 203,77			55 796,23
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		11 813 062,01	10 677 228,71	910 428,03	0,00	225 405,27
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		1 901 287,99				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	458 617,30	338 892,65	83 767,00	35 957,65
2031	Frais d'études	208 204,81	120 003,16	68 629,00	19 572,65
2051	Concessions et droits assimilés	250 412,49	218 889,49	15 138,00	16 385,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	1 671 398,34	1 652 290,96	6 378,08	12 729,30
21561	Service de distribution d'eau	1 259 907,26	1 250 540,22	6 378,08	2 988,96
2182	Matériel de transport	391 012,88	391 012,88	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	12 718,20	10 137,86	0,00	2 580,34
2184	Mobilier	1 000,00	600,00	0,00	400,00
2188	Autres immobilisations corporelles	6 760,00	0,00	0,00	6 760,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	3 998 400,06	3 445 658,77	475 552,34	77 188,95
2313	Constructions	13 515,00	1 683,00	0,00	11 832,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 984 885,06	3 443 975,77	475 552,34	65 356,95
Total des dépenses d'équipement		6 128 415,70	5 436 842,38	565 697,42	125 875,90
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 014 400,00	465 491,96	0,00	548 908,04
1641	Emprunts en euros	336 000,00	335 891,96	0,00	108,04
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	678 400,00	129 600,00	0,00	548 800,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		1 014 400,00	465 491,96	0,00	548 908,04
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		7 142 815,70	5 902 334,34	565 697,42	674 783,94
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	395 000,00	339 203,77		55 796,23
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	345 000,00	339 203,77		5 796,23
139111	Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau	80 000,00	79 233,81		766,19
139118	Sub. équipt cpte résult. Autres	2 000,00	1 879,08		120,92
13912	Sub. équipt cpte résult. Régions	60 000,00	58 537,51		1 462,49
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	6 000,00	5 772,00		228,00
13914	Sub. équipt cpte résult. Communes	13 000,00	12 179,64		820,36
13915	Sub. équipt cpte résult. Groupements	500,00	254,00		246,00
13918	Autres subventions d'équipement	183 500,00	181 347,73		2 152,27
	Charges transférées	50 000,00	0,00		50 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	50 000,00	0,00		50 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	200 000,00	0,00		200 000,00
2313	Constructions	200 000,00	0,00		200 000,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		595 000,00	339 203,77		255 796,23
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		7 737 815,70	6 241 538,11	565 697,42	930 580,17
Pour information		2 032 563,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	53 121,30	0,00	27 621,30	25 500,00
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	53 121,30	0,00	27 621,30	25 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,01	0,00	-0,01
1641	Emprunts en euros	0,00	0,01	0,00	-0,01
20	Immobilisations incorporelles	0,00	26 289,87	0,00	-26 289,87
2031	Frais d'études	0,00	26 289,87	0,00	-26 289,87
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		53 121,30	26 289,88	27 621,30	-789,88
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 043 257,40	3 043 257,40	0,00	0,00
1068	Autres réserves	3 043 257,40	3 043 257,40	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		3 043 257,40	3 043 257,40	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		3 096 378,70	3 069 547,28	27 621,30	-789,88
021	Virement de la section d'exploitation	3 997 300,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	2 476 700,00	2 458 798,27		17 901,73
15182	Autres provisions pour risques	6 700,00	6 700,00		0,00
28031	Frais d'études	120 000,00	114 588,70		5 411,30
28033	Frais d'insertion	1 500,00	1 393,00		107,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	50 000,00	49 384,00		616,00
281311	Bâtiments d'exploitation	70 000,00	65 325,00		4 675,00
281351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	65 000,00	64 981,11		18,89
28151	Installations complexes spécialisées	500,00	150,00		350,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	800 000,00	799 229,52		770,48
281561	Service de distribution d'eau	194 500,00	194 512,77		-12,77
2817311	Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)	61 500,00	61 355,82		144,18
281751	Installat° complexes spécialisées (mad)	4 100,00	4 101,00		-1,00
2817531	Réseaux d'adduction d'eau (mad)	879 500,00	873 771,07		5 728,93
2817561	Service de distribution d'eau (mad)	103 200,00	103 188,59		11,41
28182	Matériel de transport	59 100,00	59 067,22		32,78
28183	Matériel de bureau et informatique	53 100,00	53 101,53		-1,53
28184	Mobilier	7 400,00	7 357,40		42,60
28188	Autres	600,00	591,54		8,46
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		6 474 000,00	2 458 798,27		4 015 201,73
041	Opérations patrimoniales (6)	200 000,00	0,00		200 000,00
238	Avances commandes immo. incorp.	200 000,00	0,00		200 000,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		6 674 000,00	2 458 798,27		4 215 201,73
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		9 770 378,70	5 528 345,55	27 621,30	4 214 411,85
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					7 548 730,60									
1641 Emprunts en euros (total)					4 308 730,60									
MON516076EUR	SFIL CAFFIL	19/06/2017	01/07/2017	01/10/2017	4 308 730,60	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	1,220	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					3 240 000,00									
050	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	02/01/2007	02/01/2007	02/04/2007	1 240 000,00	F	Taux fixe à 3.77 %	3,770	3,880	EUR	T	C	O	A-1
052	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	02/01/2007	02/01/2007	02/04/2007	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3.77 %	3,770	3,880	EUR	T	C	O	A-1
053	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	02/01/2007	02/01/2007	02/04/2007	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3.77 %	3,770	3,880	EUR	T	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

BOURGES PLUS - EAU - CA - 2018

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					7 548 730,60									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		5 328 038,64					465 491,96	114 963,33	0,00	26 986,04
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		3 610 838,64					335 891,96	46 231,33	0,00	10 801,43
MON516076EUR	N	0,00	A-1	3 610 838,64	10,50	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	335 891,96	46 231,33	0,00	10 801,43
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		1 717 200,00					129 600,00	68 732,00	0,00	16 184,61
050	N	0,00	A-1	657 200,00	13,00	F	Taux fixe à 3.77 %	3,810	49 600,00	26 304,84	0,00	6 194,11
052	N	0,00	A-1	530 000,00	13,00	F	Taux fixe à 3.77 %	3,810	40 000,00	21 213,58	0,00	4 995,25
053	N	0,00	A-1	530 000,00	13,00	F	Taux fixe à 3.77 %	3,810	40 000,00	21 213,58	0,00	4 995,25
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

BOURGES PLUS - EAU - CA - 2018

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
Total général		0,00		5 328 038,64					465 491,96	114 963,33	0,00	26 986,04

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 328 038,64	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N	A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.8

A1.8 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2017-01-01

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements de bâtiments	15	02/04/2004
L	Bâtiments durables	70	02/04/2004
L	Bâtiments légers	15	02/04/2004
L	Canalisations	40	02/04/2004
L	Engins de travaux publics	8	02/04/2004
L	Frais d'études mandatés avant le 01/01/2015	2	02/04/2004
L	Installations de traitement	15	02/04/2004
L	Logiciels	2	02/04/2004
L	Matériel informatique	5	02/04/2004
L	Mobilier, matériel de bureau	10	02/04/2004
L	Ouvrages de génie civil	40	02/04/2004
L	Pompes, appareils électro	15	02/04/2004
L	Véhicule supérieur à 3,5T	8	09/12/2011
L	Véhicules légers	5	09/12/2011
L	Frais d'études mandatés depuis le 01/01/2015	5	07/12/2015

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	6 700,00		51 700,00	58 400,00	0,00	58 400,00
Provision pour risque de non recouvrement	6 700,00	09/12/2015	51 700,00	58 400,00	0,00	58 400,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	6 700,00		51 700,00	58 400,00	0,00	58 400,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		1 359 400,00	I 804 695,73
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		1 014 400,00	465 491,96
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	336 000,00	335 891,96
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	678 400,00	129 600,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		345 000,00	339 203,77
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	345 000,00	339 203,77
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	804 695,73	565 697,42	2 032 563,00	3 402 956,15

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		6 474 000,00	III 2 458 798,27
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		6 474 000,00	2 458 798,27
15...	Provisions pour risques et charges		
15182	Autres provisions pour risques	6 700,00	6 700,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	120 000,00	114 588,70
28033	Frais d'insertion	1 500,00	1 393,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	50 000,00	49 384,00
281311	Bâtiments d'exploitation	70 000,00	65 325,00
281351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	65 000,00	64 981,11
28151	Installations complexes spécialisées	500,00	150,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	800 000,00	799 229,52
281561	Service de distribution d'eau	194 500,00	194 512,77
2817311	Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)	61 500,00	61 355,82
281751	Installat° complexes spécialisées (mad)	4 100,00	4 101,00
2817531	Réseaux d'adduction d'eau (mad)	879 500,00	873 771,07
2817561	Service de distribution d'eau (mad)	103 200,00	103 188,59
28182	Matériel de transport	59 100,00	59 067,22
28183	Matériel de bureau et informatique	53 100,00	53 101,53
28184	Mobilier	7 400,00	7 357,40
28188	Autres	600,00	591,54
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	3 997 300,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	2 458 798,27	27 621,30	0,00	3 043 257,40	5 529 676,97

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	3 402 956,15
Ressources propres disponibles	IV	5 529 676,97
Solde	V = IV – II (3)	2 126 720,82

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
05/11/2013	11.006 TF-ÉTUDE PÉRIM.PROTECT° CH CAPTANT ST URSIN	-2 472,27	0,00	2
17/03/2016	SPS RÉSERVOIRS GRON & RÉPUBLIQUE	408,00	0,00	40
06/01/2017	15.048 ÉTUDES RÉGLEMENTAIRES CHAMP CAPTANT HERRY	2 300,00	0,00	0
31/03/2017	16.010 ETUDE PERIMETRE PROTECT°CH CAPTANT ST URSIN	19 702,13	0,00	0
31/05/2017	RÉFECTION PAVAGE SUITE OPÉ° BRANCHEMT BGES 2017	3 684,16	0,00	40
04/09/2017	MISSION SPS RÉHABILITATION RESERVOIR MORTHOMIERS	270,00	0,00	1
14/09/2017	15.B39 RESTRUCTURAT° RSX EP R.CHÂTAIGNIERS ST GERM	740,31	0,00	40
27/09/2017	15.B39 RESTRUCTURAT°RSX EP RUE TILLEULS ST GERMAIN	9 264,30	0,00	40
19/10/2017	15.B39 RESTRUCTURAT° RSX EP RUE PEUPLIERS ST GERM	4 715,35	0,00	40
19/10/2017	17.028 AMO SECURISATION BERRY BOUY / MARMAGNE	10 240,00	0,00	0
15/11/2017	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU RUE POLITZER BOURGES	8 309,29	0,00	40
21/11/2017	17.035 REQUALIF ESP PUBLICS RSX RUE ACACIAS TROUY	65 076,04	0,00	40
01/12/2017	17.004 SUIVI AGRO LE PORCHE 2017 CHAMBRE AGRI	5 200,00	0,00	5
19/12/2017	17.027 LEVÉS TOPOGRAPHIQUES DIVERSES RUES BOURGES	289,00	0,00	0
20/12/2017	17.F052 RESTRUCT RSX EP CH TORTIOT GOULEVENTS BGES	232 671,39	0,00	0
20/12/2017	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU RUE PLANTES ST DOUL	55 348,27	0,00	40
10/01/2018	VANNE MOTORISÉ D'INVERS° MONOBLOC+CAPTEUR DE VIDE	2 617,00	0,00	15
10/01/2018	ANALYSEUR TURBIDIMÈTRE GRON REV	3 434,00	0,00	15
12/01/2018	16.022 COMPTEURS ÉQUIPÉS RADIO - 2018	774 085,50	0,00	15
12/01/2018	11 DATA LOGGER LS42+PILE - COMPTAGE RÉSEAU	11 500,50	0,00	15
12/01/2018	POMPE GRUNDFOS CR3-6-A-A-A-E-HQCE MULTICELL VERTIC	583,50	0,00	1
19/01/2018	PUBLICAT° D'APPLICAT° + RÉPARTIT° CHARGE VM KEMP	3 305,79	0,00	2
06/02/2018	FUSÉE + TARAUD DE TRACTION - AFFUT DE LANCEMENT	3 802,30	0,00	15
06/02/2018	16.082 PARAMÉTRAGE INTERFACES INCOM/ANEMONE	3 986,00	0,00	2
08/02/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP RTE CHATEAUNEUF&AUTR TROUY	657 646,34	0,00	0
22/02/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU P. LANGEVIN BOURGES	68 873,33	0,00	0
22/02/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU ALLÉE MONNIER BOURGES	4 536,62	0,00	0
22/02/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU ALL LAMENNAIS BOURGES	17 453,25	0,00	0
22/02/2018	DÉBIMÈTRE ÉLECTROMAGNÉT AQUAMASTER SECTO° ASNIÈRES	2 316,00	0,00	15
22/02/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP PL 14 JUILLET+CHAUME BGES	257 857,81	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/03/2018	16.G01 DETECT° GEOLOCAL° RSX PL 14 JUILLET BOURGES	4 937,95	0,00	0
01/03/2018	16.G01 DETECT° GEOLOCAL° RSX A. FOURNIER BOURGES	3 177,15	0,00	0
01/03/2018	16.G01 DETECT° GEOLOCAL° RSX GAY LUSSAC BOURGES	3 683,20	0,00	0
01/03/2018	17.F039B RENAULT TRAFIC VU 3 PLACES L1H2 ES-782-VF	28 196,30	0,00	5
01/03/2018	17.F039B RENAULT TRAFIC VU 3 PLACES L1H2 ES-794-VF	28 196,30	0,00	5
01/03/2018	17.F039B RENAULT TRAFIC VU 3 PLACES L1H2 ES-813-VF	28 196,30	0,00	5
06/03/2018	17.F039B RENAULT TRAFIC VU 2 PLACES L1H2 ES-762-VF	25 884,67	0,00	5
06/03/2018	17.F039B RENAULT TRAFIC VU 2 PLACES L1H2 ES-267-VG	25 884,67	0,00	5
06/03/2018	17.F039 RENAULT MASTER VU 3 PLACES L2H2 ES-846-ZW	28 796,60	0,00	5
06/03/2018	17.F039B RENAULT TRAFIC VU 3 PLACES L1H2 ES-733-VF	28 196,30	0,00	5
13/03/2018	17.F039 RENAULT MASTER VU 3 PLACES L2H2 ES-024-VG	28 796,60	0,00	5
13/03/2018	17.F039B RENAULT TRAFIC VU 3 PLACES L1H2 ES-525-VF	28 196,30	0,00	5
13/03/2018	17.F039B RENAULT TRAFIC VU 3 PLACES L1H2 ES-697-VF	28 196,30	0,00	5
13/03/2018	17.F039 RENAULT MASTER VU 3 PLACES L2H2 ES-941-ZW	28 796,60	0,00	5
14/03/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP R. GASSOT DE DEFEND BGES	135 190,07	0,00	0
14/03/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP RUE CATHERINOT BOURGES	72 789,49	0,00	0
14/03/2018	16.G01 DETECT° GEOLOCAL° RSX RTE CHATEAUNEUF TROUY	9 537,91	0,00	0
14/03/2018	16.G01 DETECT° GEOLOCAL° RSX R. GARIBALDI BOURGES	2 029,02	0,00	0
21/03/2018	16.023 INSTALLATION COMPTEURS D'EAU - 2018	421 575,65	0,00	40
21/03/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU ALL C. DARWIN BOURGES	10 550,75	0,00	0
23/03/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU ALLÉE P. LEROUX BGES	12 166,85	0,00	0
23/03/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU ALL T.DE CHARDIN BGES	14 164,60	0,00	0
23/03/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU ALLÉE FOURIER BOURGES	10 644,76	0,00	0
23/03/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU ALLÉE WALLON BOURGES	8 726,92	0,00	0
27/03/2018	11.B21 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU CH. DU TREMBLE BGES	23 110,06	0,00	0
27/03/2018	17.F039B RENAULT TRAFIC VU 3 PLACES L1H2 ES-105-VG	27 439,67	0,00	5
27/03/2018	17.F039 RENAULT MASTER VU 3 PLACES L2H2 ES-416-ZX	28 796,60	0,00	5
27/03/2018	17.F039B RENAULT TRAFIC VU 3 PLACES L1H2 ES-049-VG	27 439,67	0,00	5
05/04/2018	15.B06 RPLCMT ROULEMETS MOTEURS POMPES 3 ET 4 HERRY	5 725,00	0,00	0
06/04/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU GARE MCHDISIS BOURGES	15 659,15	0,00	0
11/04/2018	BETONNIERE 340L TRACTABLE RP350H MOTEUR HONDA	1 290,00	0,00	8
12/04/2018	MISE EN PLACE ANTENNE SUR VEHICULES RELEVEURS X5	1 950,00	0,00	1
16/04/2018	RELATION CLIENT FAUTEUIL COMFORTO AVEC TETIÈRE	600,00	0,00	10
17/04/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU BD CHANZY BGES	13 591,37	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
23/04/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU RUE GAY LUSSAC BGES	100 027,12	0,00	0
26/04/2018	08.J04 INCIDENCE CAPTAGE HERRY FAUNE / FLORE 2017	9 999,75	0,00	0
26/04/2018	INTERFACE INCOM DROITS UTILISAT° + MISE EN OEUVRE	835,00	0,00	1
26/04/2018	16.082 LOGICIEL FACT°/GEST° EAU/ASST ANEMONE 2018	117 607,70	0,00	2
11/05/2018	IMPRESS° 12 AFFICHES A2 PERIM PROTECT° ST URSIN	50,00	0,00	0
15/05/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP RUE DU TENNIS BOURGES	48 383,16	0,00	0
25/05/2018	08.J04 INCIDENCE CAPTAGE PORCHE FAUNE / FLORE 2017	3 590,00	0,00	0
08/06/2018	17.081 ALIMENT° EP SÉCURISAT° BERRY BOUY MARMAGNE	534 573,79	0,00	0
08/06/2018	17GR024 DÉTECT LOCALISAT° RSX RUE VICTOR HUGO BGES	1 328,60	0,00	0
08/06/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP RUE PARMENTIER BOURGES	96 256,52	0,00	0
14/06/2018	17.082 SUPERVIS° INSTALLAT° EAU POTABLE TÉLÉRELÈVE	0,00	0,00	5
14/06/2018	RÉFECTION PAVAGE SUITE OPÉ° BRANCHEMT BGES 2018	889,28	0,00	0
14/06/2018	ANNONCES LÉGALES PÉRIMÈTRE PROTECTION ST URSIN	2 681,60	0,00	0
19/06/2018	16.082 ASSIST NETTOYAGE DONNEES+MEP MENSU ANÉMONE	3 500,00	0,00	2
20/06/2018	DIVERS PANNEAUX DE SIGNALISATION TEMPORAIRE	4 844,76	0,00	8
21/06/2018	POMPE DOSEUSE+KIT PIÈCES RECHANGE+VANNE MULTIFCT°	1 264,37	0,00	15
28/06/2018	MISE À NIVEAU BOUCHES À CLES DIVERSES RUES ST DOUL	2 016,00	0,00	0
04/07/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP COUR ANATOLE FRANCE BGES	101 984,15	0,00	0
04/07/2018	SÉCU AEP BB-MARM RECHERCHE AMIANTE/HAP DS ROUTES	780,00	0,00	0
10/07/2018	17GR024 DÉTC LOCALI RSX RUES MICHOT+LEBRUN ST DOUL	7 884,82	0,00	0
10/07/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP RUE DES LILAS BOURGES	66 051,60	0,00	0
23/07/2018	16.G01 DÉTECT° GÉOLOCAL° RSX COUR ANATOLE FCE BGES	2 670,15	0,00	0
23/07/2018	16.G01 DÉTECT° GÉOLOCALIS° RSX RUE DES LILAS BGES	1 755,58	0,00	0
23/07/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU QUART. LAVOISIER BGES	172 786,00	0,00	0
07/08/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU RUE CUVIER BOURGES	16 800,13	0,00	40
07/08/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU RUE ALEMBERT BOURGES	8 757,63	0,00	40
21/08/2018	POMPE BIOXYDE CHLOR CHLORAFLOXON GÉNÉRATEUR ST URSIN	3 105,00	0,00	15
31/08/2018	17GR024 DÉTECTION LOCAL° RSX RUE PROUDHON BOURGES	6 005,06	0,00	0
11/09/2018	17.082 SUPERVISION DES INSTALLATIONS D'EAU POTABLE	81 605,00	0,00	2
27/09/2018	17.F052 ROND-POINT LIDL PRADO POSE CONDUITE RSX EP	15 201,59	0,00	0
03/10/2018	17.008 DGD REHABILITATION RESERVOIRS DUN+MORTHOM	1 005,00	0,00	40
09/10/2018	ACCESSOIRES MATÉRIEL TÉLÉRELÈVE ANTENNES CABLES	1 525,00	0,00	5
11/10/2018	MISE À NIVEAU BOUCHES À CLES BOURGES - FIN 2017	12 709,47	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
11/10/2018	AVIS HYDROGÉOLOGIQ PÉRIMÈTRES PROTECT° CAPT PORCHE	4 777,68	0,00	0
12/10/2018	MISE À NIVEAU BOUCHES À CLÉS LA CHAPELLE - 2017	1 825,00	0,00	0
15/10/2018	MONITEUR AMI TURBIWELL 7027 ST URSIN	5 720,00	0,00	15
26/10/2018	IMPRIMANTE GRAND FORMAT HP DESIGNJET TRACEUR	10 137,86	0,00	5
26/10/2018	17.082 SUPERVIS° INSTALLATIONS D'EAU POTABLE 21561	7 910,00	0,00	5
30/10/2018	CHAMBRES COMPTAGE SMEAL LISSAY LOCHY VORLY	65 272,00	0,00	0
09/11/2018	MISE À JOUR BASE DE DONNÉES HLM INCOM/ANÉMONE	2 450,00	0,00	2
09/11/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP RUE DU PRINAL BOURGES	79 999,92	0,00	0
09/11/2018	5 VISSEUSES À CHOC TECHTRONIC M12 BID-202C	886,64	0,00	1
15/11/2018	17.070 RÉFECT° VOIRIE RUE GIONNE / RTE VASSELAY	26 387,03	0,00	0
20/11/2018	COMMISSAIRE ENQUÊTEUR PERIM PROTECT° LA CHAPELLE	4 844,40	0,00	0
20/11/2018	17.035 REQUALIF ESP PUBLICS RSX RUE ACACIAS TROUY	17 353,27	0,00	0
23/11/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP RUE MAXIME LEBRUN ST DOUL	54 053,40	0,00	0
26/11/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP RUE ALAIN FOURNIER BOURGES	78 609,96	0,00	0
27/11/2018	17.F052 RESTRUCT RSX EP RUE VICTOR HUGO BOURGES	61 391,11	0,00	0
14/12/2018	17.004 SUIVI AGRO LE PORCHE 2018 FDGEDA DU CHER	12 880,00	0,00	0
14/12/2018	17.004 SUIVI AGRO LE PORCHE 2018 CHAMBRE AGRI	30 160,00	0,00	0
14/12/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU QUART PEINTRES BGES	28 134,86	0,00	0
14/12/2018	17.026 RPLT/RÉHAB BRCHMT EAU RTE CHARITE BOURGES	41 972,16	0,00	0
14/12/2018	MODERNISATION AUTOMATE STATION POMPAGE HERRY	12 622,50	0,00	0
14/12/2018	RÉHAB POSTE TRANSFO HT/BT STAT° POMPAGE LE PORCHE	10 026,56	0,00	0
14/12/2018	RÉHAB POSTE TRANSFO HT/BT STATION POMPAGE LE PRÉDÉ	20 125,82	0,00	0
14/12/2018	FORMATION DE 2 SESSIONS 5 JOURS INCOM/ANÉMONE	5 600,00	0,00	2
18/12/2018	16.B86 POSE CONDUITE EP RUE CHAMP PERDU PLAUMPIED	6 951,82	0,00	0
18/12/2018	DECOUPEUSE THERMIQUE HUSQVARNA K770 DISQUE 350MM	2 130,00	0,00	8
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		5 410 552,51	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N
02702* Sécurisation réseau eau secteur Berry-Bouy Marmagne	600 000,00	-60 000,00	540 000,00	0,00	540 000,00	4 646,21	535 353,79
02602*TELE Télérelève des compteurs d'eau	4 500 000,00	-285 000,00	4 215 000,00	914 576,00	1 200 000,00	2 102 812,85	1 197 611,15

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint administratif territorial	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Attaché	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		54,00	0,00	54,00	48,50	1,00	49,50
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	17,00	0,00	17,00	15,00	0,00	15,00
Adjoint technique territorial	C	13,00	0,00	13,00	12,00	0,00	12,00
Agent de maîtrise	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Agent de maîtrise principal	C	6,00	0,00	6,00	5,50	0,00	5,50
Ingénieur	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur principal	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Technicien	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 1ère classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal de 2ème classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

BOURGES PLUS - EAU - CA - 2018

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		63,00	0,00	63,00	57,50	1,00	58,50

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Ingénieur	A	TECH	555	0,00	A	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
Adjoints techniques territoriaux (2)	C	TECH	321	0,00	3-1	CDD
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...)
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).



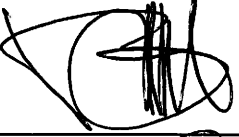
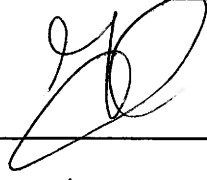
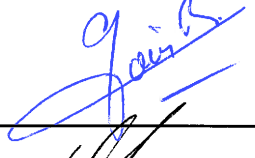
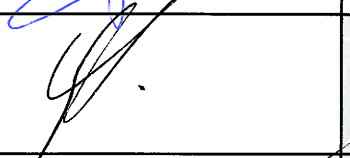

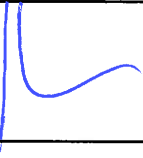
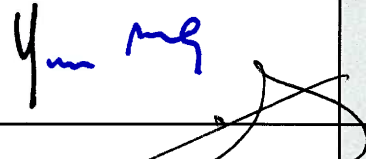
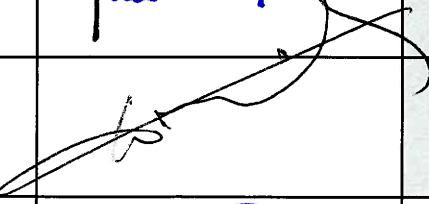

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

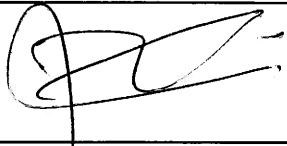

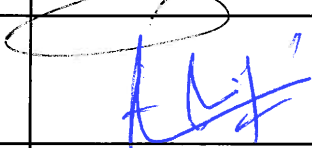

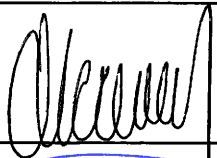


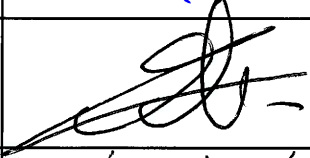
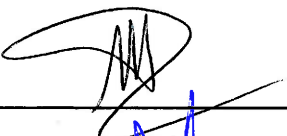



(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

COMPTE ADMINISTRATIF 2018


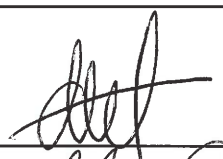
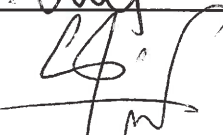
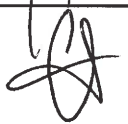
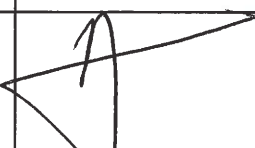





BUDGET ANNEXE EAU

COMMUNE	TITULAIRES	Émargement des Titulaires	SUPPLEANTS	Émargement des Suppléants
BOURGES	FENOLL Véronique			
LISSAY-LOCHY	VIAU Catherine		DELRUE Emmanuel	
VORLY	BILLOT Bernard		LEFEBVRE Corinne	
ARÇAY	HUCHINS Robert		LELONG Coralie	
MORTHOMIERS	GRAVELET Daniel	Absent	BELOUET Bernard	
BERRY-BOUY	GOIN Bernadette		CHALOPIN Jean-Pierre	
TROUY	SANTOSUOSSO Gérard			
ST GERMAIN DU PUY	BAUDOUIN Marie-Christine			
ST DOULCHARD	BEZARD Daniel			
LA CHAPELLE SAINT URSIN	BEUCHON Yvon			
PLAIMPIED-GIVAUDINS	BARNIER Patrick			
LE SUBDRAY	SUPLIE Corinne		MOREAU Sylvie	

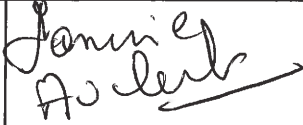
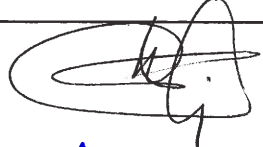




COMPTE ADMINISTRATIF 2018

ST JUST	BESTAZZONI Rodolphe		PORTIER Jacqueline	
ST MICHEL DE VOLANGIS	POYET Denis		CARON Frantz	
ANNOIX	MAZÉ Alain		CARRÉ Marie-Paule	
MARMAGNE	JACQUET Annie			
BOURGES	MERCIER Philippe			
MEHUN-SUR-YEVRE	SALAK Jean-Louis			
BOURGES	BONNEFOY Nathalie			
BOURGES	CHALON Benoît			
BOURGES	MICHEL Marcella	Excusée - a donné pouvoir à Mme Sophie VANNIEUWENHUYZE		
BOURGES	MOUSNY Philippe			
BOURGES	SVABEK Marie-Odile			
BOURGES	GUINOT Pierre-Antoine			
BOURGES	PELLERIN Catherine			



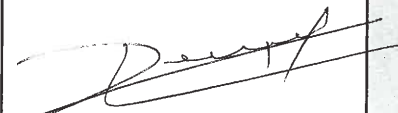


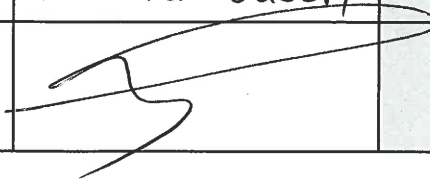
COMPTE ADMINISTRATIF 2018

BOURGES	REBEYROL Martial	Excusé - a donné pouvoir à Mme Danielle SERRE		
BOURGES	SERRE Danielle			
BOURGES	BERGERAULT Bénédicte	Excusée - a donné pouvoir à M. Lilian LASNIER		
BOURGES	MORDANT Annie			
BOURGES	CHARPAGNE Frédéric			
BOURGES	PRENOIS Christelle			
BOURGES	MESEGUER Eric			
BOURGES	SITTLER Audrey	Excusée - a donné pouvoir à Mme Véronique FENOULL		
BOURGES	GUEGUEN Kévin			
BOURGES	LASNIER Lylian			
BOURGES	VANNIEUWENHUYZE Sophie			
BOURGES	TINAT Pascal	Excusé - a donné pouvoir à M. Philippe MERCIER		
BOURGES	LANCELOT Denise			
BOURGES	GEORGES Patrick			

COMPTE ADMINISTRATIF 2018

BOURGES	AUCLERT-BOURNIQUET Janine			
BOURGES	BEDIN Yannick	Absent		
BOURGES	FRAGNIER Gérald			
BOURGES	SINSOULIER Agnès	<u>ANS</u>		
BOURGES	LEFELLE Hugo	Excuse - a donné pouvoir à Mme Agnès SINSOULIER		
BOURGES	FELIX Irène			
BOURGES	BIGUIER Marie-Hélène	Excusee - a donné pouvoir à Mme Magali BESSARD		
BOURGES	BESSARD Magali			
BOURGES	CROTTÉ Joël	Absent		
LA CHAPELLE ST-URSIN	CHEVALIER Valérie	Excusée - a donné pouvoir à M. Yvon BEUCHON		
MARMAGNE	DAMIEN Jean-Michel			
MEHUN-SUR- YEVRE	MATHIEU Elisabeth	Excusée, a donné pouvoir à Mme Nicole HUBERT		
MEHUN-SUR- YEVRE	MEUNIER Bruno	Excuse - a donné pouvoir à M. Jean-Louis SALAD		
MEHUN-SUR- YEVRE	HUBERT Nicole			

COMPTE ADMINISTRATIF 2018

PLAIMPIED-GIVAUDINS	GUILLAUMIN Béatrice	Excusée - a donné pouvoir à M. Patrick BARNIER		
ST DOULCHARD	CAMPAGNE Françoise			
ST DOULCHARD	ALLEZARD Olivier			
ST DOULCHARD	PIETU Paulette	Excusée - a donné pouvoir à M. Olivier ALLEZARD		
ST DOULCHARD	DUMARÇAY Emmanuel			
ST DOULCHARD	GARON Mireille	Excusée - a donné pouvoir à Mme Françoise CAMPAGNE		
ST DOULCHARD	PERRIN Olivier			
ST DOULCHARD	CASSAN Bruno	Excusé		
ST GERMAIN DU PUY	CORBION Rémy			
ST GERMAIN DU PUY	DOHOLLOU Jean-Pierre	Excusé - a donné pouvoir à Mme Irène FELIX		
TROUY	MOREAU Nadine	Excusé - a donné pouvoir à M. Roland GOGUERY		
TROUY	GOGUERY Roland			

ARRETE - SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 66
Nombre de membres présents : 46
Nombre de membres votants: 60
Nombre de suffrages exprimés : 53
VOTES : Pour: 53
Contre: 0
Abstentions : 7

Date de convocation : 17 Juin 2019

Présenté par le Président
A Bourgesle 24 Juin 2019

Délibéré par le Conseil Communautaire, réuni en session ordinaire
A Bourgesle 24 Juin 2019

Les membres, (voir document annexé)

Certifié exécutoire, compte tenu de la transmission en préfecture, le - 1 JUILL. 2019 et de la publication le - 1 JUILL. 2019
A Bourges, le 26 Juin 2019



Le Président,
Pascal BLANC